Journal 24- 31 aout 2022.qxp_HO 8/24/22 4:24 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LII, No. 33 *New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10* ***24- 31 aout 2022***

LE RÉGIME PHTK DÉCAPITALISÉ, LA CRISE D'ESSENCE PERMANENTE

Les stations-service supplantées par les distributeurs ambulants

Les autorités sont-elles parties prenantes de la rareté ?

Par Léo Joseph

L'indisponibilité de la gazoline, dans les stations-service d'Haïti, s'accentue chaque jour davantage. Au rythme de la rareté d'essence, constatée depuis déjà plusieurs mois, à la capitale comme dans les villes de province, les conditions portent à se demander si la manière dont ce produit se distribue ne change drastiquement, les vendeurs installés sur les trottoirs remplaçant carrément les pompes. Les promesses d'intervention des autorités, pour en régulariser la vente, restent de vains mots.

Il y a déjà plus de deux semaines, Ricardin Saint-Jean, ministre du Commerce et de l'Industrie, avait fait la déclaration suivante : « *Nous allons employer les moyens forts pour régulariser la distribution du carburant sur le marché local* ». Joignant immédiatement le geste à la parole, il avait lancé un programme de visite-surprise de pompes ciblées de la capitale, tandis que les commissaires du gouvernement de certaines villes de province faisaient des arrestations, saisissaient même des camions citernes, donnant espoir aux con-

Suite en page 2

Des vendeurs de carburant dans des gallons, à Portu-Prince.

DISANT « NOU BOUKE », LE PEUPLE HAÏTIEN DANS LA RUE

Manifestations anti Ariel Henry et PHTK, à la capitale et en provinces

Mobilisation contre : insécurité, vie chère, rareté d'essence, inflation..

Par Léo Joseph

À bout des promesses non tenues d'Ariel Henry et son équipe, mais surtout fatigués de l'insécurité, de la rareté de gazolines, de la cherté de la vie, de l'inflation ainsi que des manifestations de la mauvaise gouvernance, qui caractérisent la gestion du Premier ministre de facto, les Haïtiens sont descendus dans la rue. À la capitale, aussi bien que dans plusieurs villes de province, ils n'ont pas fait économie de leur colère contre ces dirigeants qu'ils disent vouloir déloger. Contrairement aux mobilisations précédentes, qui étaient orchestrées par des secteurs politiques, celles du lundi (22 août), dont certaines ont continué, à Port-au-Prince, et même hors de la capitale, aujourd'hui (mardi 23), les citoyens fous de colère, sont toujours d'humeur protestataire. Certains ont même déclaré qu'ils sont déterminés à rester mobilisés, jusqu'à ce que le neurochirurgien quitte la primature.

En effet, les protestataires ont envahi les rues, dans plusieurs villes d'Haïti, en dehors de la capitale. Mais, en sus de Port-au-Prince, la colère des citoyens s'étalait dans toute son agressivité, au Cap-Haïtien, dans le département du Nord, ainsi qu'aux Cayes, dans le Grand Sud. Cette tendance s'est également révélée aux Gonaïves et à Saint- Marc,

Suite en page 5

Manifestation à Jacmel, dans le Sud-Est, le lundi 22 août 2022.

HAPPENINGS!

A Marshall Plan for Haiti to solve the current crisis

By Raymond A. Joseph*

After World War II, the United States instituted a plan for the recovery of war-devastated Europe, initially entitled the "European Recovery Program," enacted into law in 1948 with bipartisan Congressional support, and renamed "The Marshall Plan" for Secretary of State George C. Marshall, who first urged such a plan. Only a similar plan, I suggest, can change Haiti, the devastation of which has not ceased since its independence in 1804.

In an editorial by the Washington Post on August 6, entitled, "As Haiti sinks into pandemonium, the international community is silent," the dire situation of the country is exposed in great detail. And "without muscular intervention," it's stated, "the country's suffering will deepen." By ignoring what's happening, the U.S. would be "complicit in the world's disregard for Haiti's anguish."

As if there's an awakening about what's happening in that

Continued on page 7

Journal 24- 31 aout 2022.qxp_HO 8/24/22 4:24 AM Page 2

LE RÉGIME PHTK DÉCAPITALISÉ, LA CRISE D'ESSENCE PERMANENTE

Les stations-service supplantées par les distributeurs ambulants

Les autorités sont-elles parties prenantes de la rareté ?

Suite de la page 1

nsommateurs que les autorités prenaient les choses en main, pour faire cesser ce qui a tout l'air d'un vol organisé au détriment des consommateurs.

Cela n'a, toutefois, pas empêché que l'essence soit introuvable, dans la majorité des pompes, ni arrêté la hausse du coût de la gazoline à atteindre jusqu'à 750 ou même 1 000 gourdes le gallon. Décidément, les dernières dispositions de M. Saint-Jean n'ont pas l'air de donner les résultats escomptés.

Une station service offrant la vente du carburant au gallon.

Pourtant, un mois après l'intervention spectaculaire du ministre du Commerce et de l'industrie, dans le dossier distribution de carburant sur le marché noir, le commissaire du gouvernement de Port-au-Prince estime nécessaire de se mettre de la partie.

En effet, le 18 août, Jacques Lafontant dit constater une «*recrudescence de la vente illicite des produits pétroliers* » dans sa juridiction. Dans le communiqué émis par le Parquet de la capitale, il menace d'arrestation les commerçant du secteur informel pris en flagrant délit d'alimenter le marché noir de la gazoline.

Accompagné d'autorités judiciaires et de la Police Nationale, Ricardin Saint-Jean a effectué des visites d'inspection à plus d'une dizaine de stations d'essence, lundi (18 juillet). Au cours de ces descentes, un propriétaire pris en flagrant délit de distribution clandestine d'essence a été arrêté ainsi que son employé. Le patron du MCI a annoncé aussi la posée des scellées sur deux autres pompes, à Pétion-Ville, qui distribuaient le produit illégalement, à des personnes qui le revendaient sur le marché noir. En outre, a encore indiqué ce ministère, plusieurs propriétaires de stations (au moins une dizaine) ont été forcés de rouvrir leurs installations, qui avaient été fermées, alors que celles-ci n'étaient pas en rupture de stock.

Le document, dont copies sont parvenues aux différents organes de presse donne un délai de « *huit jours* », aux opérateurs du marché informel du précieux liquide, pour se conformer à cette disposition. Aussi, M. Lafontant a-t-il révélé, dans ce même communiqué que : « *Tout contrevenant à cette disposition sera frappé de mesures privatives de liberté* ».

Dans le même contexte, le chef du Parquet de la capitale rappelle aux juges de paix, ainsi qu'à leurs suppléants leurs responsabilités, face aux dispositions établies à cet effet. Aussi, le commissaire du gouvernement requiert-il ces derniers de prendre « *toutes les dispositions conformément au décret du 20 décembre 1946 sur le marché noir et la spéculation illicite* ».

En rupture de stock, cette pompe est totalement désertée par les automobilistes.

En dépit des beaux discours des autorités gouvernementales, notamment le ministère du Commerce et de l'Industrie, ainsi que le commissaire du gouvernement, la crise de produits pétroliers, qui n'a cessé de s'aggraver, depuis plus de deux ans, a pris une double dimension aujourd'hui. Les consommateurs de gazoline sont confrontés à la rareté proprement dite de ces produits importés, en sus de leurs coûts, qui échappent au contrôle des autorités. Le fait par les vendeurs ambulants de supplanter les distributeurs réguliers de ces produits, au niveau des pompes, suggère la participation des décideurs du pays aux activités illicites liées à la distribution d'essence.

En effet, des opérateurs de stations-service participant à la vente de ces produits sur le marché informel ont été arrêtés. Il semble que les interventions, menées à grand renfort de publicité, par les dirigeants donnant l'impression d'agir pour mettre fin à ce phénomène nuisible, soient de courte durée. Les chauffeurs de taxi moto et ceux assurant le service du transport en commun se plaignent de ne pouvoir s'approvisionner aux pompes. La grande majorité de celles-ci étant à sec et celles qui ne sont pas en rupture de stock, sont assiégées par des files interminables de motos, et de véhicules de toutes catégories attendant leur tour de faire le plein.

Les conducteurs de taxis moto et les chauffeurs de tap-tap se déclarent être dans une situation inextricable, car forcés d'acheter l'essence au prix fort, jusqu'à 750 gourdes, ils se plaignent d'éviter d'endurer le chômage, signifiant aucune possibilité de nourrir leurs familles et de subvenir à leurs besoins. Aussi sont-ils devenus le jouet des distributeurs ambulants faisant monter les prix au rythme du marché noir.

Selon toute vraisemblance, une telle situation rend ces consommateurs d'essence extrêmement vulnérables, car incapables de résister aux caprices des vendeurs ambulants. Pourtant, protestent-ils encore, les autorités, qui devraient apporter un soulagement, à cette catégorie de consommateurs, en sévissant contre les vendeurs illégaux, se sont dérobées à leurs responsabilités.

Le régime PHTKiste d'Ariel Henry décapitalisé, la crise d'essence permanente

À ce tournant de la consommation hypothéquée de gazolines, en Haïti, les autorités gouvernementales devraient développer une politique proactive, par rapport à une distribution rationnelle de produits pétroliers, au lieu de laisser le champ libre aux acteurs de ce secteur orientant leurs activités dans le sens de leurs intérêts. Surtout que, décapitalisé, le régime PHTKiste, dirigé par le

Suite en page 8

Journal 24- 31 aout 2022.qxp_HO 8/24/22 4:24 AM Page 3

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

La situation d'Haïti empire, les mécontents partout

Lundi, 22 août, Haïti était en ébullition, des milliers de manifestants avaient gagné les rues des grandes villes du pays, à commencer par Port-au-Prince, la capitale du pays, Cap-Haïtien, la capitale du Nord, ainsi que les Cayes, chef-lieu du département du Sud, en sus de Gonaïves, Jacmel, Jérémie, Miragoâne, Saint Marc, etc. Les appels au changement venant de tous bords, les slogans accusant le gouvernement de ne rien faire pour résoudre les problèmes auxquels font face les citoyens, savoir, en premier lieu, l'insécurité, la vie chère et la pénurie du carburant.

La situation actuelle rappelle la période « *Opération pays lock* », qui avait fait connaître les pires moments au pays, au mois de février 2019. Alors, que dire des qui avaient drainé des milliers de manifestations, lundi dernier ? Ne serait-ce pas une réponse au Premier ministre de facto Ariel Henry, dont le ministre des Affaires étrangères avait été dépêché au siège de l'Organisation des États Américains (OEA), à Washington, afin de plaider la cause du Premier ministre en perte de vitesse ?

En effet, le ministre Jean-Victor Généus s'est adressé, mercredi dernier, 17 août, à l'Assemblée générale de l'organisation hémisphérique, pour, entre autres, défendre son chef qu'il a présenté comme un « *promoteur du dialogue* », bien que n'ayant pas réussi, jusqu'à présent, à réunir tout le monde autour de la table. Toutefois, selon le M. Généus, le Premier ministre poursuivra, sans relâche, dans la voie du dialogue et de consensus.

À entendre son discours, le ministre Généus a fait une plaidoirie pour le pays, admettant qu'Haïti confronte une « *crise multidimensionnelle* », aggravée par les gangs armés que le gouvernement n'arrive pas à contrôler. Toutefois, a-t-il souligné, ces derniers temps, la Police nationale d'Haïti (PNH) a enregistré des succès significatifs contre les gans. Il espère qu'avec l'aide des pays membres de l'OEA, on parvienne à faire mieux.

Il a mentionné comment, depuis près d'un an, le Grand Sud d'Haïti se trouve isolé, à cause du tremblement de terre du 14 août de l'année dernière. Chargé du dossier international d'Haïti, Victor Généus serait-il dans l'ignorance de certains faits?

Le président ukrainien Volodymyr Zelenskyy

En effet, c'est depuis le 1er juin 2021, que le Grand Sud, composé de quatre départements — Grand'Anse, Nippes, Sud et Sud-Est —, en sus de trois grandes villes du département de l'Ouest — Léogâne, Grand-Goâve et

Ambassadeur Ronald Sanders

Petit-Goâve — sont isolés de la capitale. En raison de l'occupation de Martissant, par les gangs armés contrôlant ce tronçon de la Route Nationale No. 2, reliant ces régions. Bien que les hors la loi de Martissant s'y soient installés avant le meurtre crapuleux, le 7 juillet 2021, du président Jovenel Moïse, le Premier ministre Henry n'a rien fait contre eux depuis qu'il a prêté serment, le 20 juillet 2021, plus d'un an déjà.

Cette situation est évoquée, parce que le ministre Généus a laissé entendre, lors de son discours à l'OE, que, dans les prochains jours, la Route nationale reliant Port-au-Prince à la frontière haïtiano-dominicaine sera complètement sécurisée. Était-ce une façon de s'attirer la sympathie du représentant dominicain dans l'assemblée ?

En effet, quand la parole a été accordée à l'ambassadeur dominicain, Josué Fiallo, il a fait savoir que son pays, partageant la souveraineté de l'île avec /Haïti, son pays subit l'impact de ce qui se passe sur le territoire voisin, surtout avec l'incursion des réfugiés aussi son pays, a-t-il déclaré, est-il solidaire de l'objectif qu'une solution soit trouvée dans les meilleurs délais.

Si le chancelier haïtien s'était confié une mission spéciale visant à sensibiliser les pays dits « *amis d'Haïti* », afin qu'ils viennent au secours du gouvernement, il semble qu'il ait réussi. Plusieurs représentants des pays membres de l'Organisation, qui ont pris la parole, l'ambassadeur Ronald Sanders, d'Antigua et Barbuda, s'est fait le porte-parole d'Haïti, soulignant que pour les peuples de la Caraïbe et d'ailleurs, Haïti avait « *donné le coup de grâce* » en faveur de nous tous. Et il devait ajouter : « *Nous ne pouvons jamais oublier ce qu'Haïti représente* ». Ainsi, à ce tournant difficile, Haïti mérite l'aide. « *Car, il ne peut tout seul résoudre la crise. Mais les Haïtiens doivent s'entendre entre eux pour qu'ils soient des interlocuteurs valables pour la communauté internationale* ».

L'ambassadeur Sanders a décoché des flèches en direction de certains, sans citer de noms, disant qu'ils se connaissent, ceux-là qui sont à l'origine des misères d'Haïti, et qui doivent assumer la charge financière nécessaire pour reconstruire le pays. Il est intéressant de constater comment le personnel de l'OEA a élaboré le programme, donnant la parole à l'ambassadeur Sanders, juste avant la fin. À son tour, il s'est, adroitement, fait l'écho du secrétaire général. Car, dans sa déclaration du 8 août, le patron de l'organisme régional avait accusé la com-

Vladimir Putin, toujours en guerre en Ukraine, six mois plus tard.

munauté internationale d'être responsable de l'« *échec* » d'Haïti et de la situation catastrophique du pays.

Et il était revenu à Luis Almagro, secrétaire général, dira le dernier mot, c'est-à-dire

Le secrétaire général de l'OEA

adresser des remerciements aux membres qui ont répondu présents à la « *séance d'urgence* » pour débattre de la question haïtienne qui prend une allure internationale, depuis que le secrétaire général, lui-même, avait, en premier lieu, lancé un premier pavé dans la marre.

***A quoi s'attendre en Ukraine aujourd'hui ?**

Demandant l'évacuation des citoyens américains de l'Ukraine, le président Volodymir Zelensky, s'est présenté hier, mardi 23 août, à la télévision pour dire que, selon des informations secrètes, les Russes comptent lancer une attaque meurtrière contre son pays aujourd'hui, mercredi 24. L'information, émise par la chaîne ABC, dans son émission *d'Evening News*, à 6 h. 30, heure de l'est, hier soir, n'a pu être confirmée.

Au moment de lire cette note, les hostilités en Ukraine auraient pris une tournure très inquiétante, rappelant une action militaire d'environ 48 heures au maximum, ayant été lancée unilatéralement par Vladimir Poutine, au mois de février de cette année.

***Dossier Trump : 300 documents « classifiés » découverts**

La nouvelle faisant la une aux États-Unis, hier, mardi 23 août, concerne la découverte de 300 documents, hautement classifiés, que l'ex-président Donald Trump avait emportés de la Maison-Blanche. Déjà, des commentaires se font concernant la prison à l'encontre de l'ex-chef d'État. Reste à voir si celui, qui se croit toujours présidentiable, peut concrétiser son rêve.

***Nul n'étant au-dessus de la loi, un Pelosi va en prison**

Depuis qu'il a été arrêté, dans la soirée du 28 mai, lors d'un accident de voitures, au cours duquel la police avait confirmé, par des tests, qu'il était ivre, Paul Pelosi, 82 ans, le mari de Nancy Pelosi, présidente de la Chambre basse, au Congrès américain, attendait le verdict du juge.

Hier, mardi 23 août, dans un tribunal en Californie, où il a plaidé coupable, outre des dépenses liées à l'accident, il a écopé d'une sentence de cinq (5) jours de réclusion fermes et trois mois de probation, au cours desquels il apprendra le danger existant entre l'alcool et conduire un véhicule.

À la vérité, nul n'est au-dessus de la loi. Et si d'aventure quelqu'un tente de recourir au système de corruption ayant cours en Haïti, on risque de faire prolonger la sentence.

Pierre Quiroule II
23 août 2022
raljo31@yahoo.com

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

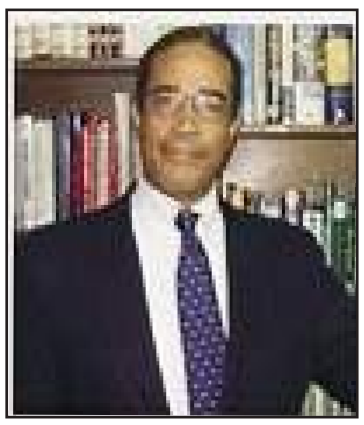
Journal 24- 31 aout 2022.qxp_HO 8/24/22 4:24 AM Page 4

«PETROKARIBEXIT»

Par William Savary *

L'une des conséquences de la guerre en Ukraine est le remous qu'elle crée dans le domaine de l'énergie en Europe.

Aujourd'hui, on vit dans l'angoisse de voir les Russes couper l'approvisionnement en gaz et en pétrole. Les pays sont plus ou moins inquiets. L'Allemagne se fait beaucoup de soucis. Elle dépend en très grande partie du gaz et du pétrole russes ; la France, un peu moins, car elle achète de l'électricité de l'Allemagne, et pendant des années, des décennies même, elle mène une poli-



William Savary

tique d'énergie nucléaire.

Il faut rappeler tout de suite que l'énergie est fondamentale à l'industrie. En l'absence de celle-ci ou en temps de drastique pénurie, les activités industrielles, la croissance, les revenus chutent considérablement.

Il est opportun de retenir que le marché des contrats à terme, le marché financier évolue en fonction des anticipations. Le fait que le marché anticipe des difficultés probables, dans la production et les activités économiques en Europe — d'où des chutes dans les revenus des entreprises —, les acteurs économiques commencent à balancer leurs portefeuilles. Ils convertissent leurs actifs, à court terme, de l'euro à d'autres monnaies. En vertu de la stabilité, quand bien même elle serait un effet de la volonté manifeste des États-Unis de s'afficher en pouvoir hégémonique, le dollar américain paraît en être le plus grand bénéficiaire, vu l'appréciation de la monnaie américaine sur le marché du capital.

Les craintes des acteurs économiques, à savoir, notamment, la chute de la production, entraîneraient, immédiatement, une chute de la consommation et l'augmentation du chômage.

Un phénomène déjà observé par le passé

Plusieurs pays, par décision d'État, font de la subvention de l'énergie une arme politique. Aujourd'hui, ils ne peuvent presque plus revenir sur cette décision. Car, le coût de l'approvisionnement en énergie serait si onéreux que la consommation chuterait, et avec elle l'effondrement de leur économie. Une des solutions souvent proposées et mise en œuvre, pour amortir le choc et remédier à une telle catastrophe, est la distribution de subventions, en espèces ou en nature.

En clair, les subventions constituent un outil qui permet à une population de subvenir à un besoin, parfois conjoncturel, mais aussi structurelles, occasionnellement, comme ce fut le cas, pendant la période de l'épidémie de la COVID-19. Fondamentalement, ce procédé vise à satisfaire une exigence de la population. Mais, l'agrégat des subventions correspond toujours à un pourcentage du budget national[1], du produit intérieur[2] brut, des revenus du trésor public[3].

Il faut préciser qu'une subvention n'est jamais un investissement à fond perdu. Puisque, indépendamment de toutes considérations économiques, elle contribue à maintenir la paix sociale, et à réduire l'opportunité des mouvements de contestation, favorisant une meilleure répartition du produit du travail. Voilà qui rationnalise la constance de la subvention de l'énergie. Dans le cas d'Haïti, elle s'avère un choix bienfaisant, surtout dans un contexte de retrait, depuis peu, des avantages offerts au pays par le Fonds Petro-Caribe.

Il y a lieu de se rappeler que quand l'Accord Pétro-Caribe, était en vigueur, Haïti s'approvisionnait en énergie selon cette formule suivante[4] :

Partie financée sur 25 ans avec 1 % d'intérêts annuels, incluant 2 années de grâce : Si le prix du baril de pétrole est égal à USD 150 $et plus : Partie Cash 30 % – Partie Financée 70% ;

Si le prix du baril se situe entre $100 et $150 : Montant payé en cash 40 %, Montant financé 60 % ;

Entre USD 80 $ et 00 $, Montant payé en cash 50 % : Montant financé 50 % ;Entre USD 50 $ et 80 $, Montant payé en cash 60 %, Montant financé 40 % ;Entre USD 40 $ et 50 $, Montant payé en cash 70 %, Montant financé 30 %.

Ce programme fut une subvention, du peuple vénézuélien au profit d'Haïti, même si d'autres nations, y compris les États-Unis et la République dominicaine en ont profité. Cette allocation s'inspirait de deux siècles de relations historiques et sincères entre nos deux peuples. Ni l'un ni l'autre n'a jamais eu de prétentions territoriales ou de velléité de conquête ou encore d'afficher des aspirations d'assujettissement aux intérêts économiques et géostratégiques de l'un à l'égard de l'autre.

Pour les besoins de cette étude établissons la comparaison, pour la période 2020-2021 de la relation de subventions au GDP[5] et au PIB en vigueur en Haïti à celle des pays suivants : Rwanda, Mexique, É-U, Canada, et France. Les recettes de l'État (perçu par la Douane et la DGI) pour cette période (2020-2021).

Les recettes de l'État perçues par la douane et la DGI) 2020-2021

Pays	% GDP	% Budget
É-U.	18,7	56
France	31	22,0
Canada	18	30,4
Mexique	7,5	35
Rwanda	6.5	20,1
Haïti	2,4	15

On se rend compte, tout de suite, que les proportions constatées en République d' Haïti ne sont pas en dehors des normes. Donc, dire que les subventions à l'importation de l'énergie en Haïti, un pays n'ayant pas de filet de sécurité constituent une entrave à d'autre investissements[6] est une conclusion hâtive. La subvention à l'importation de l'énergie en Haïti est un transfert en nature à la population. Elle se situe, pour l'exercice fiscal 2020-2021, dans le voisinage des USD 3,00 $ par mois par habitant, une pitance pris dans son contexte global.

Signalons immédiatement que, pour certains, ce modèle n'a pas eu l'impact souhaité. Mais on n'a pas besoin d'être grand clerc pour en connaître les causes. Les ressources qui auraient dû être allouées au budget d'investissement, en vue de favoriser et stimuler la croissance économique du pays et l'enrichissement de sa population, ont été dilapidées.

HAITI ET L'EUROPE

Compte tenu de la conjoncture internationale, l'Europe, sous le régime des sanctions imposées à la Russie, connaît aujourd'hui ce que Haïti subit depuis que les États-Unis d'Amérique ont fait pression sur ce pays pour qu'il renie le président Nicolas Maduro, faisant tomber le contrat PetroCaribe et s'engageant dans ce qu'on peut appeler « *PetroKaribeExit* ».

En effet, le but de ce réalignement était de rallier aveuglément le camp anti-Maduro, dont l'instigateur n'était autre que le président américain Donald J.Trump voulant renverser le gouvernement Maduro. (Témoignage de John Bolton, conseiller en matière de sécurité pour l'Amérique, https://www.aljazeera.com/news/2022/7/13

Les produits pétroliers que livrait le Venezuela à Haïti contribuaient largement à assurer l'équilibre dans la consommation de ces produits, à tous les niveaux. À commencer par la consommation sûre offerte aux ménages, ils fournissaient le carburant nécessaires aux industries fournisseuse de courant électrique, ainsi que l'énergie pour le transport. Ils constituaient également une source fiable de revenus au Trésor public, contribuant largement au maintien de l'équilibre politique et à la paix sociale.

Sortir du contrat PetroCaribe, sans exiger de garanties, en matières énergétiques, donnant docilement dans le panneau, par rapport aux de "PETROKARIBEXIT", sous la pression américaine, sans exiger en contrepartie que les É.-U. offrent a Haïti des avantages similaires à ceux dont Haïti jouissait sous le régime de PETROKARIBE, équivaut à un verrouillage de la vanne qui alimentait Haïti en énergie, d'où : l'approvisionnement en gazoline, gasoil, kérosène, diesel. II a été recommandé que Haïti s'approvisionne, argent comptant, en produits pétroliers sur le « marché libre ». Plus particulièrement le marché américain. (Échec et mat, É.-U.)

L'OTAN et son allié les É.-U., par leur politique de sanctions contre la Russie, viennent d'être la cause que la Russie verrouille partiellement les vannes qui alimentaient l'Europe en gaz naturel et en pétrole . Comme dans le cas d'Haïti, les Etats Unis se proposent comme une source d'approvisionnement alternative. Cherchent-ils le contrôle du marché de l'énergie en Europe ? (Échec et mat, É.-U.)

Peut-être l'Europe va-t-elle désormais éprouver ce que Haïti éprouve depuis longtemps pour s'être allié aveuglément à la politique de sanctions des Américains contre le Venezuela.

*** William Savary est un économiste**

1 Le produit intérieur brut c'est l'agrégat de la production de biens et services.

2 Le budget est la relation entre revenus et dépenses de l'État.

3 Les recettes de l'État constituent une représentation de ce qui est perçu par la Douane et la DGI.

4 **Oil consumption worldwide http://www.eia.gov/countries/index.cfm?view=consumption**

5 Le produit intérieur brut c'est l'agrégat de la production de biens et services.

6 https://www.imf.org/ Fund recently Approved a Staff -Monitored Program (SMP) for Haiti
6

Journal 24- 31 aout 2022.qxp_HO 8/24/22 4:24 AM Page 5

DISANT « NOU BOUKE », LE PEUPLE HAÏTIEN DANS LA RUE

Manifestations anti Ariel Henry et PHTK, à la capitale et en provinces

Mobilisation contre : insécurité, vie chère, rareté d'essence, inflation..

Suite de la page 1

rc, département de l'Artibonite. Ou encore à Petit-Goâve et Léogâne, dans l'Ouest et Miragoâne, dans les Nippes. De même qu'à Jacmel, dans le Sud-Est.

Dans les rues de ces villes, surtout, les manifestants, à grand renfort de pancartes et de slogans hostiles au pouvoir, ont dénoncé la pleutrerie du régime

Moïse Jean-Charles à la tête de la manifestaton, au Cap-Haïtien, le lundi 22 août 2022.

PHTKiste dirigé par Ariel Henry, face aux criminels, qui prennent le pays en otage et tiennent les forces de l'ordre en respect. C'est donc la mobilisation prenant cette allure, surtout que, d'une ville à l'autre, dans ces départements géographiques du pays, en sus d'autres régions d'Haïti, les populations affichent leur ras-le-bol par rapport aux derniers carnages perpétrés par les bandits. Ils attirent l'attention sur le crime odieux orchestrés par le gang de Cité Doudoune, dans la commune de Croix-des-Bouquets, dimanche 21 août, au cours duquel une mère et ses deux filles ont été criblées de balles, à l'intérieur de leur véhicule, avant qu'il ne soit livré aux flammes laissant méconnaissables leurs cadavres calcinés. En sus d'au moins cinq autres victimes, en apparence des chauffeurs de moto, mais parmi eux un pasteur, dont le cadavre a été également brûlé.

Les protestataires de la ville des Cayes s'en sont pris au pouvoir, qu'ils accusent d'indifférence et faisant preuve de manque de courage et du sens du devoir, en présence des malfrats profitant de la complaisance des autorités pour multiplier leurs exactions sur les citoyens sans défense. Les populations des Cayes et du Sud, ainsi que ceux des autres villes, se sont déclarés également révoltés par l'assassinat odieux de l'ex-sénateur du Sud, Yvon Buissereth, exécuté avec son chauffeur, à bord de son véhicule, avant que leurs cadavres ne soient réduits en charbon.

À la capitale, et ailleurs, dans les provinces, les manifestants ont relevé la mauvaise gouvernance, en général, de l'équipe au pouvoir, attirant l'attention sur le « *bilan calamiteux* » de l'année du Dr Henry, à la primature, suivant à la lettre le programme gouvernemental du président défunt, Jovenel Moïse, qui l'avait désigné à ce poste. Un choix, qui a été entériné par le CORE Groupe, de concert avec le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINU), dirigé par Helen Meagher La Lime, la représentante du secrétaire général de l'organisme international concrétisant le mot d'ordre de Washington.

Si les Haïtiens ont lancé leurs mouvements de protestation dans des villes différentes, à travers la République, leurs revendications ne sont pas différentes. Aussi quasiment tous ont appelé au « *départ sans condition* » d'Ariel Henry et toute l'équipe gouvernementale. À la capitale haïtienne, plus exactement, les protestataires estiment cet objectif incontournable, car, disent-il, étant le seul moyen de sortir le pays du gouffre, en s'attaquant de front à la crise multiforme où s'est enfoncé Haïti, en commençant par faire totalement disparaître les gangs armés et redonner paix, sécurité et sérénité au peuple haïtien. Voilà, selon plus d'un, les conditions sine qua non pour que soient tenues des élections démocratiques, transparentes, libres et sincères.

À noter que lors de la manifestation, qui se déroulait, à Port-au-Prince, un militant a été tué, poignardé dit-on, par une personne dont l'identité n'a pas été immédiatement établie. D'aucuns assimilent ce crime à un règlement de compte.

Manifestation au Cap-Haïtien : Moïse Jean-Charles prône un virage diplomatique vers l'Est

Des milliers de manifestants ont envahi les rues de la deuxième ville du pays, un événement dont le chef du Parti Pitit Dessalines, l'ex-sénateur du Nord Moïse Jean-Charles, avait annoncé la tenue. Bien qu'accusé d'être un allié du Premier ministre de facto, car ayant placé des partisans ou des proches alliés au sein du gouvernement, cet éternel candidat à la présidence affiche une attitude anti-gouvernementale, épousant les revendications anti-Ariel Henry véhiculés par la foule présente à cette mobilisation.

Selon toute vraisemblance, Jean-Charles a fait montre de prudence, dans ses interventions publiques, lors de cette mobilisation, au Cap-Haïtien, le lundi 22 août. Car, contrairement aux manifestants, qui se montraient virulents contre le régime en place, l'ancien sénateur a dirigé ses attaques, presque singulièrement sur le secteur privé, notamment les banques commerciales qui, selon lui, sont à l'origine des déboires de la gourde, la monnaie nationale.

Manifestation à Aquin, dans le département du Sud.

Lors d'une interaction avec les manifestants, l'ex-parlementaire s'est montré très sévères à l'égard de ces institutions, dont il n'a pas manqué de citer les noms, comme étant les vraies responsables de la chute vertigineuse de la monnaie nationale contribuant à l'appauvrissement des couches vulnérables. Réagissant à ses condamnations de ces banques, certains de ses partisans mobilisés au sein des manifestants ont fait de la surenchère sous forme de cris demandant que ces institutions soient incendiées.

Il semble que, contrairement aux critiques formulées à l'adresse de Moïse Jean-Charles l'accusant de prôner la destruction des banques commerciales haïtiennes, celui-ci ne soit pas l'instigateur de cette monstrueuse démarche. Bien qu'il n'ait pas pris le temps d'exhorter les tenants de ce concept à y renoncer, par souci d'éviter de s'identifier à cette logique qui est l'apanage des criminels, des gangs armés et des terroristes.

Au Cap, le port du rouge et noir majoritairement signalé

À la principale ville du deuxième département de la République, si le chef du Parti Pitit Dessalines s'est révélé peut agressif à l'égard du gouvernement Moïse, les couleurs de sa formation politique, le rouge et le noir, étaient majoritairement présents parmi les manifestants qui les portaient.

En effet, tout au long du parcours, les manifestants lançaient les propos hostiles au Premier ministre de facto, sans négliger de s'en prendre aux Américains, dénoncés d'avoir été partie prenante de tous les maux d'Haïti. Leurs parcours étaient ponctués de slogans hostiles aux États-Uniens, notamment « *Aba Ameriken* », « *Viv Larisi* », « *Larisi vin sove nou* », accusant les États-Unis de la responsabilité de la présente situation d'Haïti.

Avant d'arriver au point de rassemblement, les manifestants arboraient le drapeau noir et rouge, les couleurs du bicolore adopté par le Parti Pitit Dessalines. Celui-ci faisait cavalier ensemble avec les drapeaux russe et chinois, en guise de réprobation des Américains, pour les maux qu'ils ont causés à ce pays, ayant bloqué son développement politique et économique.

Intervenant directement au point culminant de la manifestation du lundi, Moïse Jean-Charles a cité les banques privées les unes après les autres, menaçant de les « *fermer* », au cas où elles hésiteraient à prendre des dispositions pour faire chuter la disparité de la gourde par rapport au billet vert. Aussi a-t-il préconisé une proportion de 100 gourdes pour un dollar américain ou moins, comme étant un taux raisonnable pour le pays.

À ces propos de Jean-Charles, de nombreux membres de l'assistance ont réagi en disant «*Boule yo !* ».

D'autre part, affichant un peu de réserve à l'égard du régime en place, l'ex-sénateur Moïse a, au cours de son intervention, parlé de l'insécurité, de la vie chère, mais aussi de la crise de produits pétroliers dont le gouvernement laisse la fixation du coût à la pompe aux caprices des distributeurs illégaux.

À signaler aussi que Moïse Jean-Charles se félicite d'avoir incité cette mobilisation au Cap-Haïtien, alors que, pour certains observateurs, il s'est embarqué dans ce mouvement, une fois qu'il a constaté que l'humeur du peuple était à la manifestation.

Des observateurs pensent que le phénomène de la manifestation anti-Ariel Henry s'est manifesté dans plusieurs autres villes du pays où le peuple a orchestré lui-même son mouvement destiné à crier son ras-le-bol général au sujet du régime PHTKiste.

Mobilisations dans d'autres villes

La mobilisation mise en train également à Jacmel, Gonaïves, Saint-Marc, Miragoâne et Léogâne, dès la veille, s'est poursuivie le lendemain. À la métropole du Sud, les manifestants sont redescendus dans la rue, mais avec plus d'ardeur le lendemain (mardi 22 août), reprenant les mêmes revendications. Il s'agit de l'insécurité, la vie chère, l'inflation galopante. Mais aussi, et tout, particulièrement, la crise de gazolines et la hausse du coût à la pompe, mais devenues aux Cayes et dans le reste du Grand Sud, indisponibles depuis déjà plusieurs mois.

Mais, les protestataires exigent, encore davantage, l'éjection d'Ariel Henry de la primature et la mise en place d'un gouvernement intérimaire bicéphale.

Les activités ont été totalement bloquées, encore ce matin, à la métropole du Sud. Les banques et le commerce n'ont pas fonctionné, de même que le transport en commun ou les opérateurs de commerces ambulants.

L.J.

Journal 24- 31 aout 2022.qxp_HO 8/24/22 4:24 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Se toupatou y ap diskite kesyon Ayiti a, se gwo tèt chaje pou yo tout; Men kanmenm, fòk sa chanje !

Depi gwo jounal nan kapital Etazini an, sa yo rele *Washington Post* la, te ekri youn editoryal tèt chaje, nan dat 6 out (dawou), pou denonse tout vye bagay k ap pase ann Ayiti, epi lonje dwèt sou administrasyon prezidan Biden ki fèmen je sou tou sa, se kòm si lago lage sou kesyon Ayiti a ki vin pran youn lòt dimansyon.

Mwen pa konn si se sa sekretè jeneral Òganizasyon Eta Ameriken an, sa yo rele OEA a, t ap tann pou l te pran lari. Kòm nou te wè sa nan nimewo Ayiti-Obsèvatè, semèn 10-17 out la, nou te vin ak deklarasyon sekretè jeneral la, *Luis Almagro,* menm foto msye te parèt an premye paj. Epi nan *« Nouvelles Brèves et Commentaires »,* nan paj 3, nou te bay anpil enfòmasyon sou sa msye te di. Toujou sou menm kesyon an, nan jounal semèn pase a, editè Léo te vin ak lòt enfòmasyon pou l di se pa pou kont li *Luis Almagro* te vin ak tout koze sa yo. Li pa t ap fè sa si bòs ameriken yo pa t ankouraje l, menm di l boule gra !

Mwen pa bezwen vin repete tou sa Sekretè Jeneral la te di, paske nou deja gen tout enfòmasyon yo, jan m sot eksplike a. Men lè se lòt mounn, e pa nenpòt mounn konsa konsa, ki bat bravo pou msye, sa vin gen plis enpòtans.

Fè konesans anbasadè Ronald Sanders

Pa egzanp, lè anbasadè *Ronald Sanders* foure bouch nan kesyon an, ap repete sèten nan fraz sekretè jeneral la, se pa ti zafè. Fò m di nou tou ke anbasadè Sanders, ki reprezante peyi l, Antigwa ak Babouda (Antigua & Barbuda), nan peyi Etazini ak nan OEA tou, nan Wachintonn nan, se younn nan diplomat yo pi respekte nan òganizasyon an. Pawòl li se lò. Se poutèt sa li pwofesè nan gwo inivèsite nan Lond, kapital Angletè epi nan youn lòt inivèsite nan vil Towonto, nan peyi Kanada.

Enben, jedi pase, 18 out, msye bay youn entèvyou ke yo prezantr kòm editoryal ki te parèt sou entènèt la sou sit sa a ke m ap ban nou: https://.www.caribbeannewsgobal.com, sou kesyon Ayiti a. Selon sa l di Aiti vin tounen youn *« katastwòf, bagay nou pa janm wè »*. Epi alapapòt, li mande: *"Kilès ki pral sove peyi a?"*

Li denonse kesyon gang ki fin pran peyi a, men li lage responsablite sa k ap pase mal ann Ayiti sou do youn bann atoufè ki met ansanm ak lòt gwo bacha lòt bò dlo yo, mesyedam sa yo nou rele "Kominote Entènasyonal" la.

Se konsa, anbasadè Sanders repete sa sekretè jeneral Almagro te di nan deklarasyon l nan. Menni: ***« Kriz nan tout enstitisyon peyi a ke Ayiti ap sibi kounnye a,***

Ansyen prezidan ameriken an Bil Klintonn.

se youn rezilta dirèk dirèk de sa youn bann otorite nan peyi a ap fè [depi lontan], epi kominote entènasyonal la tou ».

Anbasadè a te kontinye ap repete pawòl Sekretè Jeneral la : ***« Se depi 20 lane kominote entènasyonal la prezan ann Ayiti. Enben se pi move bagay yo te ka fè, devan je tout mounn, yo fè zewo nan sa yo te sipoze reyalize***

Sekertè jeneral OEA Lwis Almagwo.jpeg

nan bon travay tèt ansanm, sètadi kooperasyon ak Ayiti ».

Anbasadè Sanders met plis kaka chat deyò

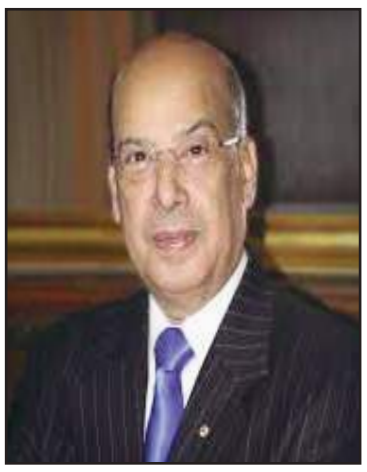
Apre Anbasadè Sanders fin kite Sekretè Jeneral la pale, msye bay apresyasyon pa l sou sa gwo chèf OEA te di a. Menni: *« M ap di piblikman mwen dakò ak sa li di a. Se premye fwa mwen tande youn gwo ofisyèl de youn òganizasyoun entènasyonal, menm rejyonal, di de bagay konsa sou Ayiti ».*

Li kontinye pou l di: *« Pandan mwen dakò ak sa l di a, mwen konprann tou ke lè l pale de 'kominote entènasyonal', li pase pran tout peyi, tout òganizasyon entènasyonal ki nan kesyon finans pou devlopman lòt peyi, kivedi Nasyon Zini ak tout lòt ti òganizasyon ki sou lèzòd li, epi OEA tou. »*

Sa se youn voye dlo ki mouye tout mounn. Epi Anbasadè Sanders louvri youn lòt chapit nan koze a. Li fè konnen ke nan dat 17 out, lè Minis Afè etranjè Ayiti a, Jean-Victor Généus te mande youn reyinon OEA a, li-menm, Sanders, te pran lapawòl tou. Premyèman, li di li kwè ke minis ayisyen an te pwofite de deklarasyon Sekretè Jeneral la pou l mande reyinyon OEA a.

Alò, anbasadè Sanders pa t kite chans sa a pase san l pa di sa k te sou kè l. Li lage youn bann verite atè, li di : *« Plizyè peyi nan kominote entènasyonal la vrèman inosan nan sa k ap pase ann Ayiti kounnye a, osnon sa k te deja pase. Konsa tou, gen lòt, kit se peyi, osnon òganizasyon, ki lakòz anpil donmaj ann Ayiti, bagay k ap fèt depi byen lontan, bagay ki pa janm ka repare.*

« Atò, fòk peyi sa yo ka prepa-



ambasadè Ronal Sandè.

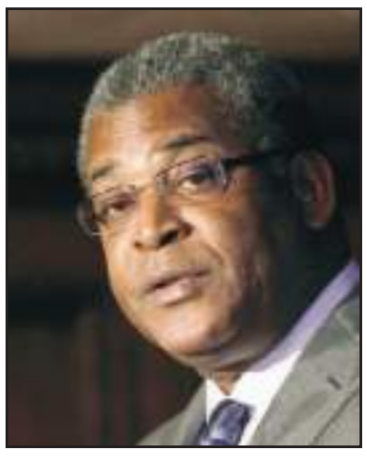
re yo pou bay sipò finans, sètadi debouse pou chanje sitiyasyon an. Se youn obligasyon pou peyi nan kominote entènasyonal la ki gen dekwa pou fè sa. Epi, an pasan, fò m di, san mamòte, ke plizyè ladan yo responsab pou movèz sitiyasyon Ayiti twouve l ladan jodi a. »

Jan yo di an franse a : « *Les grands esprits se communiquent* »

Byen ke nou pa t diskite anyen ak Anbasadè Sanders sou jan li wè kesyon Ayiti a, jan l mande pou gen reparasyon ki pou fèt pou lafason kèk gwo peyi te met ansanm pou toufounen zansèt nou yo, sanble nou te gen menm enspirasyon. Nou te ekri youn atik ki parèt nan jounal semèn sa ki pale de menm bagay yo. Byen ke atik la pa parèt an Kreyòl, nou ka jwenn li ann angle ak franse nan nimewo a. Asireman, lektè franse yo ap debouye yo ak atik la ki gen kòm tit : ***« Un plan Marshalll pour Haïti afin de résoudre la crise actuelle ».*** Pou lektè angle yo, n ap jwenn ni anba tit sa a: ***« A Marshall Plan for Haiti to solve the current crisis."***

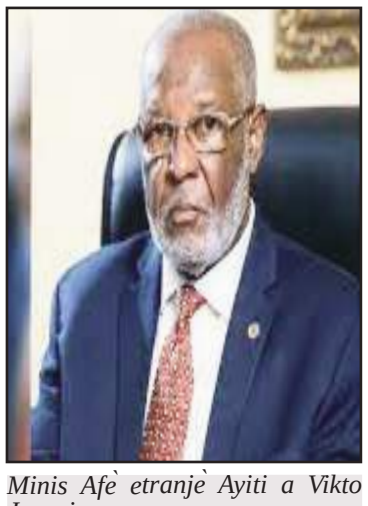
Jan yo di pawòl la an franse, *"Les grands esprits se communiquent »*. Vwala ke omèm moman ke Anbasadè Ronald Sanders t ap pale pou l di fòk peyi ki responsab pou sitiyasyon malouk ann Ayiti a fè lenesesè –avèk milyon, menm milya dola—, pou repare sa yo te fè peyi a, nou menm, nou t ap bay pozisyon pa nou sou kesyon an.

Nou eksplike kijan Lafrans ak Etazini te responsab pou gwo dèt yo te met sou do Ayiti, menm anba kout kanno, depi lane 1825. Se sa k fè Ayiti pa t gen lajan pou



Ansyen Premye minis ayisyen Jan Maks Bèlriv

pran swen sitwayen peyi a. Selon istwa ki te parèt nan Nouyòk Tayms (New York Times) nan dat 20-22 me, se plis pase 21 milya ke Lafrans te pran ann Ayiti. Lè ekspè an finans yo te fè tout kalkil, yo di ke envestisman ki te ka fèt ak lajan yo te pran ann Ayiti a rive jouk kounnye a, t ap monte 115 milya dola.



Minis Afè etranjè Ayiti a Vikto Jeneyis

Ameriken te desann ann Ayiti vin pran pa yo tou

Pa bliye tou, ke solda Marin Ameriken te debake nan Pòtoprens nan mwa desanm 1914, rantre zam alamen nan Bank Santral Ayiti, pou pran 500 mil dola nan kès la, pou monte Nouyòk avè l. Lè sa a se te *City Bank of New York,* granmè *Citibank,* ki te ankouraje Prezidan ameriken yo te rele Wilson nan, voye Marin yo ann Ayiti. Sa te tèlman dous pou yo, youn lane apre sa, an 1915, Ameriken te debake ak youn Lame Marin pou vin pran Ayiti, epi yo pase 19 lane, de 1915 a 1934, ap banbile sou do Ayisyen. Fò m di nou yo te pran pretèks ansasinay Prezidan Vibrun Guillaume Sam, pou yo te vin okipe Ayiti. Vwala ke lane pase, nan dat 7 jiyè, ansasen voye prezidan zanmi yo a, Jovenel Moïse, al bwa chat, epi jouk kounnye a yo panko debake!

M ap raple nou ke pandan Ameriken te okipe Ayiti, youn lane pita, an 1916, yo te janbe lòtbò a, yo pran Repiblik Dominikèn ke yo te okipe jouk nan lane 1924. Pandan tout tan yo te ann Ayiti a, Ameriken yo te travèse fwontyè ak youn pil Ayisyen nan kamyon pou al fè yo travay nan jaden kann pou Repiblik dominikèn ki te vin tounen "Kapital Sik" nou konnen an.

Menm lè sa a tou, Ameriken te pran youn bann Ayisyen mennen Kiba, pou travay nan jaken kann pou met ekonomi kiben an byen djanm. Men sa nou genyen kòm rezilta. Ni Repiblik dominikèn, ni Kiba, devan nèt, epi Ayiti toujou ret dèyè kabwèt la.

Kidonk Etazini gen anpil pou l fè an reparasyon pou sa l te fè Ayiti pase, vòlò lajan ak anpil lòt bagay nou pa menm konnen. Eksplwate Ayisyen prèske tankou esklav, fè yo travay pou kèk santim nan jaden kann an Dominikani. Vrèman, nou ka di ke Lafrans ak Etazini se Nimewo 1 ak 2 nan s ak gen pou fèt pou met Ayiti sou pye l, jan sa te dwe ye depi Lendepandans.

Men nou pa kwè se Blan je vèt yo ki responsab sèlman pou jan sitiyasyon an ye ann Ayiti. Nou lonje dwèt tou sou vòlè a kravat lakay yo, ki fin dechèpiye peyi a. Pandan y ap ranmase milyon pou anrichi fanmi yo, se konsa peyi a vin pi pòv. Pa egzanp, nou konnen sa yo fè ak lajan PetwoKaribe a, plis pase 4 milya –pa milyon non—ki disparèt ant lane 2008 al 2017.

Enben, fò n ale dèyè lajan PetwoKaribe a tou pou vin mete sou tout milya Blan je vèt yo dwe Ayiti a, dekwa pou nou ka kòmanse mete peyi a jan pou l te ye depi plis pase 200 lane nou te vin endepandan, lè zansèt nou yo te bat lame kolon yo. Men pou sa fèt jansadwa, fòk tout vòlè anba kòd epi pou n jwenn patriyòt onnèt, ki vrèman kwè nan peyi yo. Se yo ki pou pran direksyon peyi a ak youn gouvènman tranzisyon, ki koupe fache ak kòripsyon, ak kase fèy kouvri sa, epi ki pa nan konfyolo avèk gang. Ann avan! Sa ki mouri, zafè a yo!

TiRenm/
Grenn Pwonmennen
raljo31@yahoo.com

Journal 24- 31 aout 2022.qxp_HO 8/24/22 4:24 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

By Raymond A. Joseph*

After World War II, the United States instituted a plan for the recovery of war-devastated Europe, initially entitled the "European Recovery Program," enacted into law in 1948 with bipartisan Congressional support, and renamed "The Marshall Plan" for Secretary of State George C. Marshall, who first urged such a plan. Only a similar plan, I suggest, can change Haiti, the devastation of which has not ceased since its independence in 1804.

In an editorial by the Washington Post on August 6, entitled, "As Haiti sinks into pandemonium, the international community is silent," the dire situation of the country is exposed in great detail. And "without muscular intervention," it's stated, "the country's suffering will deepen." By ignoring what's happening, the U.S. would be "complicit in the world's disregard for Haiti's anguish."

As if there's an awakening about what's happening in that Caribbean-island nation, on August 8, the Washington-based Secretary General of the Organization of American States (OAS), Luis Almagro, asserts that the "institutional crisis that Haiti is experiencing right now is a direct result of the actions taken by the country's endogenous forces and by the international community." Specifically, he blames the international community, the presence of which, during "the last 20 years . . . has amounted to one of the worst and clearest failures implemented and executed within the framework of any international cooperation."

To be noted, the international community's presence in Haiti goes back to 1993 when the UN and the OAS got involved in Haiti with the International Civilian Mission in Haiti (MICIVIH). By 1994, some 20,000 soldiers, mostly American, landed in Haiti. Though Mr. Almagro hasn't dealt with actual numbers, I will point out that the international community had a chance to do something about the situation in Haiti, especially following the earthquake of January 12, 2010 that caused more than 200,000 deaths and 1.5 million homeless, mostly in Haiti's capital of Port-au-Prince and surroundings.

Nations around the world came to the rescue of Haiti, with the United Nations getting donations from about 130 countries. From the reported $13.5 billion collected for Haiti, three fourths were said to be by the UN and one fourth by charities, the famous Non-Governmental Organizations, known as NGOs, which gave Haiti the name of "NGO capital of the world." Former President Clinton, as UN Envoy to Haiti during the earthquake, co-chaired the Interim Haiti Recovery Commission (IHRC), with then Haitian Prime Minister Jean-Max Bellerive. Even if there's no trace of all the billions collected by the international community, at least one could point to what was done with the $3 billion initially approved for the IHRC, as was reported. However, there's little to show in Haiti for those billions that should have been invested to "build [Haiti] back better," according to the IHRC's own slogan.

In that vein, Haitian officials should also account for the $4.2 billion of the Petro Caribe Fund from profits from Venezuelan fuel products, earmarked for development projects in Haiti. But all that money disappeared between 2008 and 2017, as Haitian leaders enriched themselves and their families at the expense of an impoverished population.

It is time for an accounting and a concerted effort for the economic development of Haiti, to stop it from being the headache of hemispheric proportions it has become. Almost all the countries in the Americas are now experiencing the results of years of exploitation and neglect of the first Black Republic in the world, now defined by the thousands of refugees fleeing hell-on-earth and who are airlifted back, by the U.S., no less, to the furnace from which they had escaped.

Consider what this country did in 1948 for Europe, following the Allied victory against the forces of Fascism and Nazism. After destroying much of Europe, the Americans helped in rebuilding it, with the U.S. Congress approving more than $13 billion, equivalent to $144 billion in 2020, according to a study. Eighteen countries benefitted from the U.S. largesse, with the lion's share going to Great Britain, France and Germany.

Among measures envisaged by the Marshall Plan were those that helped the economies of the European continent flourish, such as cutting down on regulations that impeded development and enhanced programs that reduced state barriers and increased productivity.

For Haiti, a plan should undertake the decentralization of the country and concentrate on developing the departments, as the mini states are called, empowering local leadership, making for the "Republic of Haiti," of more than 11 million inhabitants, instead of the "Republic of Port-au-Prince" with some 3 million. This was exemplified when the 2010 earthquake hit one fifth of the country's landmass, in Port-au-Prince and surroundings, but caused economic damages of about 80% to GDP.

Though the actual leadership of the United States doesn't consider Haiti that important, the U.S. should have been more thankful to Haiti, which helped it become the country it is. For it was the defeat of Napoleon Bonaparte's mighty army by our ancestors that forced France to sell the Louisiana Territory to the new American nation, in 1803, for 80 million francs, equivalent to $15 million at the time.

Compare the generosity of the U.S. toward Europe, even to Ukraine now, with how it has dealt with Haiti. Instead of being thankful, the Americans joined the French and all the enslaving powers of the 19th century, to declare a crippling embargo on the new nation, to dissuade any copycat movement from their own slaves.

By 1825, the embargo was reinforced when Charles X, using gunboat diplomacy, imposed a debt of 150 million francs, reduced to 90 million, on Haiti, for the loss of property, including slaves. It's reported that this amounted to the equivalent of $21 billion in today's dollars. But in a series of articles in the New York Times, May 20-22, it is estimated that, with compounding interest over more than a century, that international heist amounts to almost $115 billion. The United States supported France in such a heist, the last penny of which was paid in 1947 to the precursor of Citibank, which had assumed collection for France when the American Marines invaded Haiti in 1915 and remained for 19 years.

It's worth mentioning also that in December 2014, President Wilson, at the suggestion of the Citibank of New York, had dispatched U.S. Marines to Haiti in December 1914, to enter Haiti National Bank to grab its gold reserves amounting then to $500,000. Reportedly, that sum went into starting the stock market of Wall Street.

Evidently, Haiti's economy, embargoed and mortgaged for more than a century, could not support a growing population. And the U.S. refused to recognize the new nation until President Lincoln did so in 1862.

When the Americans occupied Haiti, from 1915 to 1934, and the Dominican Republic, from 1916 to 1924, Haitian workers were trucked to the country next door to turn it into the sugar capital of the world. Haitian laborers were brought also to Cuba, then a close U.S. ally, to help that country's sugar cane industry. Today, the Dominican Republic has a booming economy, with Haiti being its second economic partner after the U.S. Dominican Republic exports about $2 billion annually in agricultural and manufactured goods to Haiti, while Haiti's exports to its neighbor amount to $100 million. Cuba, protected by the Communist bloc since Castro's revolution of 1959, now sends "medical missionaries" to various countries in Africa and elsewhere, even to Haiti. Cuban "medical missionaries" even went to Italy, when that European country was among the first on that continent to be visited by the COVID-19 pandemic.

I contend that a Marshall Plan for Haiti is the only way to deal with Haiti's current crisis. That can begin with all the funds owed Haiti that are unaccounted for. Some of it is in offshore banks, and sleuths from the U.S. government can't say they don't know where some of the loot is. Those funds and many more billions owed Haiti by the international community should suffice as seed money for a project similar to the Marshall plan. A fund set up by the countries which call themselves "friends of Haiti" should be managed in accord with honest and patriotic Haitian leaders that would be part of an interim Haitian government, the hallmarks of which would be transparency, banning corruption and impunity. Only then will Haiti become the jewel it should have been from the day of its independence. Then, its citizens will remain at home, in a country of law and order, which would have rid itself of roving gangs, and ready to welcome back its able sons and daughters who are spread all over the world.

**Mr. Joseph, a former Wall Street Journal writer (1970-1984), and co-founder of the Haiti-Observateur weekly in New York (1971-to present), was Haiti's ambassador to the United States (2005-2010), who defended the Haiti dossier following the earthquake.*

Un plan Marshall pour Haïti afin de résoudre la crise actuelle

Par Raymond A. Joseph*

Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont mis en place un projet de redressement de l'Europe dévastée par le conflit, initialement intitulé sous le vocable « *Programme de redressement européen* », promulgué en 1948 avec le soutien bipartite du Congrès, et rebaptisé « *Plan Marshall* », en l'honneur du secrétaire d'État George C. Marshall, le premier à avoir préconisé une telle initiative. Voilà qui, à mon avis, peut changer Haïti, dont la dévastation n'a pas cessé depuis son indépendance, en 1804.

Suite en page 13

Journal 24- 31 aout 2022.qxp_HO 8/24/22 4:24 AM Page 8

LE RÉGIME PHTK DÉCAPITALISÉ, LA CRISE D'ESSENCE PERMANENTE

Les stations-service supplantées par les distributeurs ambulants

Les autorités sont-elles parties prenantes de la rareté ?

Suite de la page 2

Premier ministre de facto, n'a pas les ressources nécessaires pour assurer l'approvisionnement régulier du pays en ce produit. C'est, d'ailleurs, ce qui a forcé le Bureau de monétisation de programme d'aide au développement (PMPAD) de renoncer à la responsabilité de placer les commandes de produits pétroliers.

À la faveur de l'avènement du PHTK au pouvoir, en la personne de Michel Martelly, succédé par Jovenel Moïse, les finances du pays sont réduites à une peau de chagrin. Les différentes opérations de détournements de ressources publiques orchestrées par ces derniers, au détriment du Fonds PetroCaribe, les ministères, les secrétaireries générales et les entreprises d'État, sans oublier les actions liées à la corruption génératrice de pots de vin, ont contribué à appauvrir l'État. De telle sorte que le gouvernement se retrouve endetté, à l'égard des employés de la fonction publique. Ajouté à tout cela, la décision collective de la communauté internationale et les institutions de haute finance qu'elle contrôle de refuser le financement aux projets gouvernementaux. Dès lors, pays déjà gardé sous le régime de l'assistanat, par ses bailleurs de fonds traditionnels, Haïti dépend d'allocations de fonds de la Banque mondiale (BM), du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque interaméricaine de développement (BID), en sus de la générosité de pays amis, en vue de la réalisation de ses projets.

Suite à la stratégie de détournements de fonds public et de négociations de pots de vin, qui a débuté avec Jean-Bertrand Aristide, et qui s'est intensifiée, sous Michel Martelly, avant de se transformer en mode de gestion du pays, le ministère des Finances d'Haïti ne dispose plus de moyens de piloter économiquement la politique gouvernementale. Il y a déjà des années que les autorités du pays peinent à construire le Budget national. De Michel Martelly à Ariel Henry, en passant par Jovenel Moïse, ces dirigeants ne cessent de mentir à la nation, car n'ayant pas les moyens d'exécuter les projets promis à la nation. En ce sens, c'est Jovenel Moïse, qui a essuyé la plus retentissante défaite, quand il a dû abandonner, sans crier gare, son projet d'« *électricité 24 sur 24* », à l'échelle nationale. Auparavant, l'équipe Michel Martelly-Laurent Lamothe avait appauvri le ministère de l'Éducation nationale en escamotant les ressources qu'elle enlève à la diaspora, sous couvert de création d'un fonds national d'éducation universelle.

En plus de tout cela, la gestion du BMPAD, empreinte de corruption, par le truchement de ses directeurs successifs, a largement contribué à la disparition de ressources nécessaires au financement des commandes de produits pétroliers. Si bien que, surtout sous la présidence de Jovenel Moïse, les crises d'essence

Ricardin Saint-Jean, ministre du commerce et de l'Industrie, toujours pas de résultat sur le contrôle du marché noir de l'essence., après trois semaines.

étaient devenues récurrentes. Au point que le gouvernement haïtien avait du mal à s'acquitter de ses dettes envers la fournisseuse américaine de ces produits, la NOVUM, basée au Texas. Au bout du compte, les autorités haïtiennes avaient pris la décision d'effectuer ces commandes, par l'entremise de la société « *Prebel-Rish Haïti* », dont les deux beaux-frères de Michel Martelly, Charles Saint-Rémy, surnommé Kiko et Gesner Champagne, dit Ti-Gès, sont les partenaires en Haïti. Mais la relation, privilégiée en théorie, qui existait entre Martelly et le régime *Tèt Kale* n'a pas su favoriser la pérennité de cette relation. Car, encore faute de pouvoir payer ses factures, sur le long terme, le régime PHTKiste s'est retrouvé en rupture de contrat avec cette société, en sus d'avoir été la cible d'un procès, par-devant la justice américaine, « *pour non-paiement de dette* ».

En effet, d'abord en porte à faux, par rapport à la NOVUM, l'équipe PHTKiste au pouvoir n'a pas su soutenir une bonne relation avec « *Prebel-Rich Haïti*». Suite à l'échec qu'a connu le BMPAD, dans ses relations avec la compagnie texane et celle dirigée par le tandem Saint-Rémy-Champagne, le gouvernement a décidé qu'il fallait trouver d'autres moyens de financement de produits pétroliers.

Aussi un troisième accord a-t-il été conclu avec les distributeurs nationaux de produits pétroliers regroupés sous le parapluie de l' «*Association nationale de distributeurs de produits pétroliers* » (ANADIPP), dont le président s'appelle David Turnier. Grâce à ce protocole d'accord, le gouvernement Moïse, mort assassiné, dont le Premier ministre de facto Ariel Henry assure la continuité, se félicitait de s'être libéré des contraintes du paiement de la facture pétrolière.

Depuis le mois de novembre 2021, les différentes entités formant l'ANADIP se concertent avec les autorités du pays au moment de placer les commandes de ces produits, pour que paiement soit effectué sans délai.

Kouri pou lapli, tonbe nan basen

D'un accord à l'autre, avec des compagnies différentes, les problèmes du régime en place, en Haïti, ne finissent pas, car maintenus par la nature même de celui-ci. La décapitalisation de l'État ferme quasiment toutes les portes au financement des projets conçus par le gouvernement. Se défaisant de la NOVUM, puis de Prebell-Rich Haïti, la situation des dirigeants haïtiens se caractérise par ce dicton créole : « *Kouri pou lapli, tonbe nan basen* ».

En effet, sous le régime de l'ANADIPP, la crise de produits pétroliers ne fait que s'aggraver. Le calvaire que connaît présentement les consommateurs de gazolines s'explique, en tout premier lieu, par l'indisponibilité de fonds nécessaires pour que le gouvernement s'acquitte ponctuellement de sa part de la facture pétrolière due à l'ANADIPP. Au lieu d'exposer, dans la transparence, ses handicaps financiers, pour justifier sa situation de délinquance, à l'égard de celle-ci, les décideurs haïtiens font croire que la rareté de devises leur impose des restrictions eu égard à l'acquittement de leur dette envers les nouveaux importateurs de gazoline.

Sur ces entrefaites, l'ANADIPP se trouve dans l'impossibilité de maintenant la taille des commandes de produits pétroliers qu'il effectuait dans le passé, désormais insuffisante pour satisfaire les besoins des consommateurs.

Cette réalité déplaisante fait naître la pénurie permanente de gazolines. Ce qui ouvre la porte à tous les adeptes de la nouvelle culture d'enrichissement illicite du PHTK, faisant feu de tout bois, notamment, dans la création du marché informel de gazolines mettant hors de fonctionnement les stations-service.

Le commissaire du gouvernement Jacques Lafontant, peut-il se donner les moyens de combattre le marché noir de l'enssence.

Quelles sont les responsabilités d'ANADIPP dans la crise d'essence?

Vu l'évolution du marché informel de produits pétroliers assurant la distribution de gazolines sur les trottoirs, à des prix incontrôlés, face à la passivité des dirigeants, et au grand dam des consommateurs, les entités impliquées dans ce commerce ont toutes leurs responsabilités. Il faut signaler que l'Association nationale des propriétaires de stations-service (ANAPROS), dirigée par Marc André Deriphone, passe pour être l'auxiliaire d'ANADIPP et des centres de stockage, en sus du gouvernement haïtien, dans la gestion de la distribution de produits pétroliers sur le territoire haïtien.

Certes, le gouvernement a pour devoir de contrôler le coût de l'essence à la pompe, sur toute l'étendue du territoire. Il incombe à l'ANAPROS, à son tour, d'assurer l'intégrité de ses membres, par rapport à la distribution de ces produits aux consommateurs. Dans le même ordre d'idées, les firmes chargées de l'entreposage des produits pétroliers se préoccupent de l'approvisionnement des pompes.

Si les compagnies de stockage de produits pétroliers situées au sud de la capitale, accessibles par la Route nationale numéro 2, sous le contrôle des gangs armés, se voient forcées de limiter leur livraison, le Terminal Varreux, pour sa part, déclare ses installations ouvertes aux camions citerne, qui viennent s'y approvisionner quasi quotidiennement. Le mouvement régulier de ces véhicules confirme le fait de l'expédition de la gazoline aux stations-service. À cet égard, le centre de stockage situé à Cité Soleil se sent délié de toute responsabilité dans la crise d'essence.

En ce qui concerne l'ANAPROS, la rupture de stock, trop souvent constatée, aux pompes, devrait la préoccuper au plus haut point. Comment expliquer la distribution d'essences, dans des gallons, à proximité des installations de vente officielle de gazolines, au coût usurier, qui semble évoluer sans aucune interférence, de la part des autorités ou des organisations appelées à avoir les yeux ouverts sur les activités de ses membres, au niveau de la vente de carburant ?

À la lumière de tous ces faits, les conditions sont vraiment favorables à la crise, en permanence, de produits pétroliers, ainsi qu'aux prix anarchiques imposés aux consommateurs ne sachant à quel saint se vouer pour obtenir un soulagement.

La crise d'essence, ajoutée à l'insécurité, à la cherté de la vie mettent le pays en colère. En mode de révolte, il semble que l'ère de la révolte soit sonnée.

L. J.

Journal 24- 31 aout 2022.qxp_HO 8/24/22 4:24 AM Page 9

AVÒTMAN.
SAN DANJE + LEGAL POU TOUT MOUN
NAN VIL NEW YORK.
nyc.gov/abortion NYC Health

Journal 24- 31 aout 2022.qxp_HO 8/24/22 4:24 AM Page 10

ÉDITORIAL

L'offensive contre les gangs doit prévenir leurs capacités de représailles

Dans la mesure où les gangs armés ont le monopole des attaques criminelles, en Haïti, notamment, à la capitale, il faut mettre à leur compte le carnage perpétré, dans la matinée du samedi 20 août, à Croix-des-Bouquets, banlieue nord de Port-au-Prince. Bien que les malfrats à l'origine de ce crime collectif n'aient pas encore été identifiés, jusqu'à nouvel ordre, ils restent les cibles de nos dénonciations et ceux contre qui nous exhortons les forces de l'ordre à sévir. Après l'assassinat crapuleux de l'ex-sénateur Yvon Buissereth et son chauffeur, il y a seulement plus de deux semaines, un autre crime, encore plus révoltant, vient endeuiller une autre famille et révolter la société entière. En dépit de quelques opérations réussies de la Police nationale contre les bandits, elle n'a toujours pas encore les moyens de les tenir en respect.

En une seule matinée, huit personnes ont été victimes de gangs armés faisant séparément feu sur des véhicules et des motards, à l'entrée du quartier appelé Cité Doudoune, dans la commune de Croix-des-Bouquets. Trois femmes d'une même famille, une mère et ses deux filles, ont été criblées de balles. Mortes sur le coup, elles ont été ensuite brûlées dans leur voiture. Il semble que les occupants d'un autre véhicule aient eu le même sort, en sus d'autres personnes qui se trouvaient à bord de motos. Au total, huit individus ont été victime d'une mort tragique. Malgré les attaques dirigées sur les positions des gangs et l'interpellation de plusieurs autres, par des unités spécialisées de la PNH, ils continuent à mener leurs actions criminelles, sans désemparer. Nonobstant la propagande, de toute évidence, dirigée, tendant à faire croire à la débandade des groupes armés fuyant les opérations meurtrières de la PNH, ils ne sont pas sur le point de déposer les armes, ni de gagner autrement leur vie.

L'identité des autres victimes de l'attaque terroriste, du samedi matin, n'a pas été communiquée. Par contre, selon l'organe de presse en ligne *Manno Actualités*, l'avocat Jean Simson Desenclos s'est vu priver éternellement de l'affection de sa famille, dans l'espace de quelques heures, ce samedi matin. Josette Desenclos, née Fils, l'épouse de ce dernier, ainsi que Sherwood Sondjle Desenclos et Saradjie Desenclos, les deux filles du couple, ont, encore dans leur véhicule, essuyé des rafales de balles, avant que leur voiture ne soit livrée aux flammes, et leurs corps retrouvés calcinés, au point qu'il était quasiment impossible de déterminer leur sexe. Dans notre éditorial de l'édition du 10-17 août 2022, nous avons déclaré : « *L'assassinat horrible de l'ex-sénateur Buissereth, la dernière goutte d'eau !* ». Cet avertissement n'a pas semblé retenir l'attention des décideurs haïtiens. Car aucune décision n'a été prise pour éviter de tels sacrifices humains, en mettant les malfrats définitivement hors d'état de les commettre.

Au fait, les propos d'indignation et de condamnation de cet acte qualifié de « *barbare* », lâchés par le Premier ministre de facto, Ariel Henry, n'ont pu se traduire dans les faits. Pourtant, il a émis cette déclaration à l'allure sentencieuse : « *Ses assassins, ainsi que tous les autres criminels qui sèment le deuil dans le pays, seront poursuivis dans toute la mesure de la loi et devront répondre de leurs actes ignominieux devant la justice* ». Mais, le crime multiple odieux du samedi 20 août témoigne de la futilité de ces paroles. À la lumière des promesses antérieurement non tenues de M. Henry, rien n'autorise à croire que les gangs criminels seront neutralisés de sitôt. Plus de trois mois déjà, depuis que les autorités haïtiennes s'étaient engagées à libérer la Nationale numéro 2, au niveau de Martissant, afin de rétablir la libre circulation de personnes et de marchandises, à destination du Grand Sud, par voie terrestre. Mais aucune suite n'a été donnée à ces paroles. Les populations de la presqu'île du Sud attendent encore que ces promesses du gouvernement central se concrétisent dans les faits.

En clair, autant les gangs armés se montrent consistants dans leurs actes criminels, donc tout à fait prévisibles, autant les autorités affichent leur indifférence, leur pleutrerie, voire leur démission à imposer l'autorité dont elles sont dotées par la Constitution et la loi. D'un crime à l'autre, les malfrats ne sont jamais contrecarrés dans la commission de leurs forfaits. Car le système de protection de la société civile n'existant que de nom, ces derniers ont la partie belle. Aussi ne cessent-ils d'allonger la liste des victimes de la série noire, une tendance qui s'est renforcée, au cours des dernières semaines.

Mais tout en félicitant le nouveau directeur général a. i. de la PNH, Frantz Elbé, dont le leadership a accouché des dernières opérations à succès contre les gangs, à la capitale et ailleurs, il mérite d'être critiqué pour l'absence d'une stratégie de lutte contre les hors la loi. Les initiatives anti-malfrats ayant attiré les félicitations des populations sur les troupes de M. Elbé ne prévoient aucune mesure destinée à contenir les velléités de représailles des criminels, dont les actions hautement criminelles, de ces dernières semaines, revêtent un caractère revanchard, par rapport aux descentes meurtrières de la Police dans leurs fiefs.

Cette tendance s'est systématiquement manifestée chez les gangs de Croix-des-Bouquets, dont les groupes ont toujours dirigé des attaques sur des policiers, y compris des hauts gradés de la PNH, à la suite d'affrontements avec les forces de l'ordre s'étant soldés par des morts ou des interpellations dans leur camp. Mais leurs attaques contre les membres de l'institution policière se sont fait encore plus systématiques et cruelles, ces derniers temps.

Après la mort des membres du gang « *400 Mawozo* », suite à une échauffourée Police-malfrats s'étant soldée par la mort de soldats de Lanmò Sanjou, celui-ci a riposté par le kidnapping, suivi de l'exécution immédiate de l'inspecteur de Police Réginald Laleau et la mutilation de son cadavre. Dans cette même perspective, donnant la réplique à la mort de Kolèg, ainsi connu, Ti-Makak, le chef de gang de Laboule 12, allié de Wilson Joseph (le patron du gang de Croix-des-Bouquets), a ordonné l'assassinat de l'ex-sénateur Yvon Buissereth et son chauffeur, les deux corps ont été ensuite calcinés. En outre, réagissant rapidement à l'offensive d'une brigade spécialisée de la PNH sur le fief du gang de Savien (dans l'Artibonite), au cours de laquelle Goliath, ainsi connu, n'a pas survécu à ses blessures, les bandits de Cité Doudoune ont répliqué par le carnage du 20 août, ayant exécuté huit personnes, dont les cadavres d'une mère et ses deux filles ont été également livrés aux flammes.

Dans ce contexte, les actes des gangs armés étaient prévisibles, y compris l'attaque meurtrière de Cité Doudoune. Après l'assassinat brutal de l'inspecteur Laleau, les raids dirigés par la PNH sur le fief de « *400 Mawozo* » étaient totalement justifiés traduisant la riposte logique, mais limitée, du directeur général de la PNH. Car, sans une composante préventive de représailles de toute stratégie d'attaque, l'échec est définitivement assuré. Sans responsabilités politiques, administratives et citoyennes, encore moins de réflexes humains, les malfrats n'hésitent une seule minute à perpétrer la violence criminelle sur tout ce qui bouge. Dans ce cas, personne ne peut prévoir où frapperont prochainement les bandits armés et qui seront leurs victimes.

Mais il y a fort à parier que, la Police nationale, débordée et privée d'une stratégie de lutte cohérente pour les contrecarrer, ne pourra rien pour prévenir leurs prochaines attaques sur des membres de l'institution ou des citoyens sans défense. Puisque, rien n'est fait pour contrôler totalement leurs capacités de représailles.

Toutefois, il faut souhaiter qu'il reste encore un tantinet de bon sens, chez les dirigeants, pour que soient prises les réelles dispositions qui s'imposent, afin de mettre fin à l'hégémonie des gangs et de protéger effectivement les citoyens de cette barbarie, jusqu'ici invincible à Ariel Henry et à l'équipe qu'il dirige.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Série étage
Port-au-Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0785 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514-321-6434
12 Haïti OR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valentin
13 K Avenue Haldhaths, Bt Rt Apt. 44
93310 Le Pre ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
48.00 $ US, pour six (6) mois
90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
553.00 FF, pour six (6) mois
1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ere classe
$73.00 US, pour six (6) mois
$160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
73 EUROS, pour six (6) mois
125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/ville State/Etat
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèques ou mandat bancaire

Journal 24- 31 aout 2022.qxp_HO 8/24/22 4:24 AM Page 11

EDITORIAL

The offensive against the gangs must prevent their capacity for retaliation

Insofar as armed gangs have a monopoly on criminal attacks in Haiti, particularly in the capital, the carnage perpetrated, last Saturday morning (August 20), in Croix-des-Bouquets, a northern suburb of Port-au-Prince, must be blamed on them. Although the thugs behind this collective crime have not been identified yet, until further notice, those roaming in this neighborhood remain the targets of our denunciations. Moreover, we urge a Police crackdown on them as well as on others of the same ilk. After the villainous assassination of former Senator Yvon Buissereth and his driver, only two weeks ago, another crime, even more revolting, has caused mourning in another family and raised the ire of the whole society. Despite some successful operations by the National Police (French acronym PNH) against some of the bandits, the guys who should impose law and order still don't have the means to keep the criminals at bay.

In a single morning, eight people were victims of armed gangs firing separately at people in vehicles and those on motorcycles, at the entrance to the neighborhood called Cité Doudoune, in the county of Croix-des-Bouquets. Three women from the same family— a mother and her two daughters— were riddled with bullets. They died on the spot and were then burned in their car. It's also reported that people in another vehicle suffered the same fate, in addition to others who were on motorcycles. In total, there were eight tragic deaths that morning. Despite attacks by the Police against some gang hideouts and arrest of several others by specialized PNH units, the bandits continue, non-stop, in carrying out their criminal assaults. Notwithstanding the propaganda, obviously aimed at making people believe that the armed groups are fleeing, their deadly operations, not even sparing the PNH, indicate otherwise. They're not on the verge of laying down their arms, for they have no other way to earn a living.

The identities of the other victims of the Saturday morning terrorist attack have not been communicated yet. On the other hand, according to the online media outlet *Manno Actualités*, lawyer Jean Simson Desenclos is deprived of the affection of his family forever. Just in a few hours, on Saturday morning, he lost his wife Josette Desenclos, née Fils, as well as Sherwood Sondjle Desenclos and Saradjie Desenclos, the couple's two daughters. They were shot in their vehicle, which was then set on fire. Their bodies were found burned to the point where it was almost impossible to determine their sex.

In our editorial in the August 10-17, 2022 issue, we stated, "The horrific murder of former Senator Buissereth is the last straw!" This warning did not seem to get the attention of the Haitian decision makers. For no decision has been taken to avoid such human sacrifices. The officials apparently have not devised any plan to put the criminals out of commission for good.

It's worth mentioning that when former Senator Yvon Buissereth and his chauffeur were murdered August 7, an indignant de facto Prime Minister Ariel Henry condemned the act that he described as "barbaric." He issued a statement saying *"His murderers, as well as all the other criminals who are causing mourning in the country will be prosecuted to the full extent of the law and will have to answer for their despicable acts before the law."* However, the heinous multiple crimes of this past Saturday testify to the futility of these words. Certainly, the latest killings are much more "barbaric" than what happened in the case of the former senator and his chauffeur.

In light of Mr. Henry's previous broken promises, there is no reason to believe that the criminal gangs will be neutralized any time soon. It has been more than three months since the Haitian authorities committed to freeing up National Road 2 at Martissant to restore the free movement of people and goods to Haiti's Greater Southern region composed of four departments, or mini-states. No action has been taken. The populations of the affected regions are still waiting for these promises from the central government to be put into practice. (By the way, the Greater South has been caught off from the capital since June 1st, 2021.)

Clearly, as much as the armed gangs are consistent in carrying out their criminal acts, thus quite predictable, the authorities are showing their indifference, their laziness, even their pusillanimity. They can't impose the authority with which they are endowed by the Constitution and the law. From one crime to another, the criminals are never thwarted from committing their evil deeds. In fact, since protection of civil society is nonexistent, the bandits don't feel inhibited in doing their business. They become bolder in causing more harm, including a series of murders in the last few weeks.

Certainly, Frantz Elbé, the new interim Director General of the PNH deserves congratulations for his leadership because the latest successful operations against some of the gangs in the capital and elsewhere are due to his strategies. However, there's some criticism about his lack of a strategy on how to fully knock out the outlaws. Indeed, while his anti-gang initiatives deserve congratulations, it's said that the training of Director Elbé's troops doesn't include measures and tactics on how to contain the retaliatory impulses of the criminals, whose highly criminal actions in recent weeks have been of a revengeful nature, in response to police raids of some of their strongholds that led to the loss of some of their men.

This tendency has been systematically manifested within the ranks of the Croix-des-Bouquets gangs, whose groups have also directed attacks on police officers, including high ranking PNH officers. This has happened whenever law and order forces succeed in killing or arresting some bandits, especially in their camp. In retaliation, recent cruel attacks on members of the police have become more systematic.

After the death of some members of the feared *"400 Mawozo"* gang, following a police skirmish against the criminals resulted in the death of Lanmò Sanjou's soldiers, as the leader, Sanjou retaliated by kidnapping and immediately executing a high police officer inside a church no less: Inspector Réginald Laleau, whose body was mutilated and taken away.

In the same vein, responding to the death of a "gang soldier" called Kolèg (Colleague), Ti-Makak (Monkey Jr.), the gang leader of Laboule 12, ordered the assassination of former Senator Yvon Buissereth and his chauffeur, both of whose bodies were burned. It's known now that Ti-Makak is also an ally of Wilson Joseph, aka Lanmò Sanjou (the boss of the Croix-des-Bouquets gang,) who had ordered the assassination of the former senator and his driver, both of whose bodies were burned, as previously mentioned.

In addition, reacting quickly to the offensive of a specialized PNH brigade on the stronghold of the Savien gang (in Artibonite), during which Goliath, so known, did not survive his wounds, the bandits of Cité Doudoune responded with the carnage of August 20, in Croix-des-Bouquets executing eight people, the bodies of a mother and her two daughters burned.

In this context, the actions of the armed gangs were predictable, including the deadly attack on Cité Doudoune. After the brutal assassination of Inspector Laleau, the raids led by the PNH on the stronghold of *"400 Mawozo"* were totally justified, reflecting the logical, but limited, response of the PNH Director General. Without a preventive component of retaliation in any Police attack strategy, failure is definitely assured. Without political, administrative and civic responsibilities, let alone human reflexes, the thugs do not hesitate for a single minute to perpetrate criminal violence on anything that moves. In this case, no one can predict where the armed bandits will strike next and who their victims will be.

However, it is likely that the Haitian National Police, overwhelmed and lacking a coherent strategy to counter the bandits, may not be able to prevent the latter's next attacks on members of the institution or on defenseless citizens. For, nothing has been undertaken to fully control the retaliatory capabilities of the bandits.

However, one hopes that the Haitian leaders in charge of security may still have a little common sense left to help them come up with needed measures to end the hegemony of the gangs and insure protection of the citizenry against the ongoing barbarism which Ariel Henry and his team haven't been able to tame till now.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, N Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port au prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0765

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321 6434
12 Haiti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Montreal H1M XX7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 81 Rt Apt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1ère classe
48.00 $ US, pour six (6) mois
90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
553.00 FF, pour six (6) mois
1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
$73.00 US, pour six (6) mois
$140.00 US, pour un (1) an

EUROPE
73 EUROS, pour six (6) mois
125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/ville State/État
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 24- 31 aout 2022.qxp_HO 8/24/22 4:24 AM Page 12

Sports

Suite de la page 16

de football d'une frégate française de passage à Port au Prince, par une belle installation inaugurée dans le plus grand faste, en juillet 1952, le jour anniversaire du général président.

De grosses manifestations, dont une course marathon, avec départ d'Arcahaie, marquèrent l'élégance de la cérémonie, en présence du chef de l'État. À noter qu'en raison du prêt de la BNRH, celle-ci déléguait un employé à chaque rencontre, qui s'occupait de prélever la part de 35 % des recettes, en vue du remboursement du prêt hypothécaire consenti par l'institution bancaire nationale. En 1959, les clubs utilisant le Stade Sylvio Cator et qui souffraient beaucoup des ponctions sur leurs recettes de match, entreprirent des démarches auprès du président François Duvalier, qui demanda à la Banque nationale de surseoir aux prélèvements. En 1982, devenu ministre des Finances, Marc Bazin, voulant épurer les dettes publiques, demanda à la FHF de rembourser le paiement, mais la démarche n'eut pas de suite.

Autre scène de galvaudage du Stade Sylvio Cator par les dirigeants de la FHF.

Rénové plusieurs fois

Le maintien et une attention minutieuse de cette installation, précieuse et historique, ont été toujours une obsession pour les dirigeants sportifs, au point que, dans sa longue histoire, le Stade baptisé, à son inauguration, Stade Magloire, puis rebaptisé, en 1958, Stade Sylvio Cator, du nom de l'ancien champion et recordman du monde du saut en longueur, également ancien député du peuple, a toujours eu une attention spéciale, ayant subi, à chaque grand événement, des transformations dans le sens de la modernisation, pour répondre aux exigences des instances internationales du football. Ainsi, en 1973, à l'occasion de la Concacaf 73, la première grande compétition organisée en Haïti, qui allait s'y dérouler l'intérieur du Stade subit de grandes transformations; les chaises en métal furent remplacées par des sièges élégants et fixes plus confortables; les tribunes latérales et centrales furent fusionnées en une unique zone avec d'élégants sièges multicolores suivant les plans tracés par le réputé ingénieur Jean Vorbe, progressiste président de la FHF à l'époque. Dans ce réaménagement, on érigea de nouvelles places assises, au bas des tribunes centrales baptisées place de pelouse; l'éclairage modernisé avec de nouveaux pylônes, les vestiaires refaits avec des aires d'échauffement à l'intérieur etc. marquaient la physionomie du nouveau Stade Sylvio Cator.

En 1995, à l'instigation du ministre Lescouflair et au départ des forces de l'ONU, fut lancée une compétition retour au Stade avec d'importants aménagements. En août 2004, avec l'arrivée de la Minustah et des troupes brésiliennes, il fut organisé un match historique avec les légendes de la SELECAO , du président du Brésil Luis Ignacio Lula, le gouvernement du Premier ministre Gérard Latortue fit remplacer la pelouse en gazon naturel, très abîmée, par une magnifique pelouse artificielle baptisée par les champions du monde de la SELECAO, dans un match historique, qui créa une grande effervescence, et fit accourir des millions de fans, de l'aéroport jusqu'au Stade applaudissant les champions du monde Corée- Japon 2002. Et puis, en 2010 fuyant les destructions massives du tremblement de terre du 12 janvier 2010, des milliers d'Haïtiens y prirent refuge avec leurs tentes installées et abîmant la pelouse. Ce qui obligea la FHF à installer après, une nouvelle pelouse neuve du grade le plus élevé en qualité, en AstroTurf, à l'approche des éliminatoires de la Coupe du monde FIFA-Brésil 2014. Entreprenant de nombreuses démarches, à l'échelle internationale, la FHF fit aussi installer un éclairage ultra moderne pouvant permettre la retransmission télévisée, en HD, qui était une nouvelle exigence pour recevoir des matches internationaux avec en plus une système sophistiqué d'alimentation en électricité doté de niveaux d'éclairage variable, suivant les exigences de l'événement. Cette aide permit à la FHF, dont le siège social, occupé en location et effondré lors de ce même séisme, d'aménager un village de football, à Croix-des-Bouquets et constitué d'un bâtiment avec des équipements de bureau modernes, devenu son siège social baptisé Bâtiment Jean Vorbe, et comprenant des vestiaires bien équipés, une salle de musculation parfaitement pourvue, une salle de soins sportifs bien outillée avec des physiothérapeutes haïtiens et étrangers (vénézuéliens, cubains et français), cinq terrains artificiels, dont un de dimension régulière, cinq (5) dortoirs modernes avec des lits et matelas du modèle utilisé dans les campus aux États-Unis (don de l'université du Texas), le tout avec un éclairage alimenté par génératrice de grande capacité pour les terrains. Il y eut aussi des installations d'éclairage au soleil pour les bâtiments et dortoirs d'hébergement des coaches, ou même les officiels de la Concacaf ou de la FIFA, lors de séjour dans ce village de football. L'Allemagne aussi aida en assurant le financement de de bâtiments modernes devant servir de logement, aussi bien pour les sélections de jeunes et aussi des appartements plus modernes au service des Sélections senior ou de Clubs en stage, avant des tournois internationaux ou de passage à la capitale.

Décidément, le Stade Sylvio Cator est converti en cloque par l'administration de la FHF. Copy

Si le Stade se trouve dans cet état, on n'ose imaginer comment doit être ce Village moderne de football, construit il y'a quelques années, à Croix-des-bouquets, que tous les pays de la Caraïbe nous enviaient et qui n'avaient rien à jalouser par rapport aux centres les plus sophistiqués de l'étranger.

La semaine prochaine, les reporters de H-O visiteront ce village baptisé Joseph Blatter et portant les noms, en guise d'hommage, à d'illustres serviteurs du football haïtien Centre FIFA Goal Joseph Blatter.

J. B.

Suite en page 12

de cela, cette performance restera comme une des prouesses pour ces petits Grenadiers qui se sont surpassés dans cette compétition.

Au-delà des victoires engrangées par les petits Grenadiers, il y a la manière. Encore une fois, le talent, et la qualité technique étaient au rendez-vous. Avec une préparation appropriée, les Haïtiens auraient été beaucoup plus impitoyables face à leurs adversaires. Il leur a manqué de la cohésion dans le jeu, et, physiquement, ils n'étaient pas au top de leur forme.

Tout compte fait, c'est une performance à prendre avec les pincettes. Aujourd'hui, si l'on demande aux dirigeants de la Fédération haïtienne de football de donner des nouvelles des sélections de jeunes filles et garçons U15, U17 et U20, ils ne sauront quoi dire, puisqu'elles sont toutes démobilisées. Il n'y a plus de travail sur la durée pour nos équipes de jeunes, tout se fait de manière sporadique. Une fois qu'il y a une compétition en approche, on fait appel à un entraîneur, on réunit certains joueurs et on les envoie sur le champ de bataille, sans aucune préparation sérieuse. Cette victoire des Grenadiers ne pourra pas servir de paratonnerre pour les membres du Comité de normalisation, qui, par leurs mauvaises décisions, ont jeté en pâture plusieurs de nos sélections durant cette année, qui est, d'ailleurs, une année perdue, complètement galvaudée. Il n'y a absolument rien de bon à mettre sur le compte de la structure de normalisation, qui a précipité de façon vertigineuse la chute du football des jeunes. Pour les petits Grenadiers, cette performance mérite d'être célébrée dignement, néanmoins pour les membres du Comité de normalisation, elle doit surtout provoquer chez eux un sentiment d'échec. Ces dirigeants prédateurs doivent enfin comprendre, qu'ils sont là pour servir notre sport-roi et non pour s'en servir.

R.S.

Journal 24- 31 aout 2022.qxp_HO 8/24/22 4:24 AM Page 13

Un plan Marshall pour Haïti afin de résoudre la crise actuelle

Suite de la page 7

Dans un éditorial dans l'édition du 6 août, du *Washington Post*, intitulé « ***As Haiti sinks into pandemonium, the international community is silent*** » (Tandis qu'Haïti s'enfonce dans le chaos, la communauté internationale reste silencieuse), la situation désastreuse du pays est exposée en détail. Et « *sans une intervention musclée, la souffrance du pays s'aggravera* ». En ignorant ce qui se passe, les États-Unis se rendraient « *complices du mépris du monde pour l'angoisse d'Haïti* ».

Comme s'il y avait une prise de conscience de ce qui se passe dans cette nation insulaire des Caraïbes, le 8 août, le secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), Luis Almagro, basé à Washington, déclare que « *la crise institutionnelle que connaît Haïti en ce moment est le résultat direct des actions menées par les forces endogènes du pays et la communauté internationale* ». Plus précisément, il accuse la communauté internationale, dont la présence, au cours des « *20 dernières années... s'est traduite par l'un des pires et des plus flagrants échecs mis en œuvre et exécutés dans le cadre de toute coopération internationale* ».

À noter que la présence de la communauté internationale en Haïti remonte à 1993, lorsque l'ONU et l'OEA s'y sont impliquées par l'entremise de la Mission civile internationale en Haïti (MICIVIH). En 1994, quelque 20 000 soldats, majoritairement américains, ont débarqué dans le pays. Bien que M. Almagro n'ait pas mentionné les chiffres réels, je tiens à souligner que la communauté internationale a eu l'occasion de faire quelque chose pour remédier à la situation en Haïti, notamment après le tremblement de terre du 12 janvier 2010 ayant occasionné plus de 200 000 morts et 1,5 million de sans-abri, principalement dans la capitale haïtienne, Port-au-Prince, et ses environs.

Les nations du monde entier sont venues à la rescousse d'Haïti, les Nations unies ayant reçu des dons, à ce sujet, de quelque 130 pays. S'agissant des USD 13,5 milliards $ collectés pour Haïti, les trois quarts auraient été versés par l'ONU et un quart par des organisations caritatives, les fameuses Organisations non gouvernementales, identifiées sous le sigle ONG, qui ont fait décerner à Haïti le nom de « *capitale mondiale des ONG* ». L'ancien président Clinton, en tant qu'envoyé des Nations unies en Haïti, suite au tremblement de terre, a coprésidé la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH), avec le Premier ministre haïtien, à l'époque Jean-Max Bellerive. En l'absence de traces de tous les milliards collectés par la communauté internationale, on pourrait au moins montrer les projets réalisés avec les USD 3 milliards $ qui ont été approuvés au départ pour la CIRH, comme cela a été rapporté. Cependant, il y a très peu à montrer en Haïti pour justifier les milliards de dollars qui auraient dû être investis pour « *reconstruire [Haïti] en mieux* », tel qu'indiqué par le propre slogan de la CIRH.

Dans ce même ordre d'idées, les responsables haïtiens devraient également rendre compte des USD 4,2 milliards $ du fonds Petro Caribe, provenant des profits réalisés sur les produits pétroliers vénézuéliens, destinés à des projets de développement en Haïti. Mais toutes ces ressources ont disparu entre 2008 et 2017, alors que les dirigeants haïtiens se sont honteusement enrichis, eux et leurs familles, au détriment d'une population cruellement appauvrie.

Il est temps que se produisent les demandes de comptes consécutivement à un effort concerté pour le développement économique d'Haïti. Il faut à tout prix éviter que ce pays reste le casse-tête aux proportions hémisphériques qu'il est devenu. Indubitablement, presque tous les pays des Amériques sont au courant des résultats de nombreuses années d'exploitation et de négligence de la première République noire du monde, caractérisée maintenant par les milliers de réfugiés qui fuient l'enfer sur terre qu'elle représente. Mais qui sont rapatriés par avion, par les États-Unis, rien de moins, du gouffre qu'ils croyaient échapper.

Il y a lieu de se rappeler ce que ce pays a fait pour l'Europe, en 1948, dans la foulée de la victoire des Alliés sur les puissances fascistes et du nazisme. Après avoir détruit une grande partie de l'Europe, les Américains ont contribué à sa reconstruction, le Congrès américain ayant approuvé plus de USD 13 milliards $, soit l'équivalent de USD 144 milliards $, en 2020, selon une étude. Dix-huit pays ont bénéficié des largesses américaines, la Grande-Bretagne ayant bénéficié de la part du lion, ainsi que la France et l'Allemagne.

Parmi les mesures envisagées par le plan Marshall figuraient celles qui ont contribué à l'essor des économies du continent européen. Il s'agissait de la réduction des réglementations qui entravaient le développement et le renforcement de programmes appelés à réduire les barrières étatiques et à augmenter la productivité.

Pour Haïti, un tel projet devrait entreprendre la décentralisation politique, administrative et commerciale du pays, se concentrant sur le développement des départements géographiques, ces mini-États, en étendant les pouvoirs des dirigeants locaux et régionaux. Ce qui aura pour effet de transformer la « *République de Port-au-Prince* », avec ses quelque 3 millions d'habitants, en « *République d'Haïti* » ayant une population de plus de 11 millions d'âmes. Cette analogie a été pris en compte, suite au tremblement de terre de 2010 qui a touché un cinquième du territoire national, Port-au-Prince et ses environs, mais a causé des dommages économiques d'environ 80 % du PIB.

Bien que les dirigeants actuels des États-Unis ne considèrent pas qu'Haïti soit d'aucune importance, les États-Unis auraient dû afficher plus de reconnaissance envers cette nation, car en forgeant son indépendance, Haïti a favorisé l'expansion territoriale de la République étoilée faisant d'elle le quatrième pays en fait d'étendue. Car, la défaite de la puissante armée de Napoléon Bonaparte par nos ancêtres a contraint la France à vendre le territoire de la Louisiane à la nouvelle nation américaine, en 1803, pour la bagatelle de 80 millions de francs, soit l'équivalent de USD 15 millions $ de dollars à l'époque.

N'est-il pas opportun de comparer l'expression de générosité des États-Unis envers l'Europe, et même à l'égard de l'Ukraine, aujourd'hui, à leur façon de traiter Haïti ? Mais, toute reconnaissance mise de côté, les Américains s'étaient joints aux Français, et à toutes les puissances esclavagistes du 19e siècle, pour décréter un embargo paralysant sur le nouvel État, dans le but de dissuader tout mouvement imitatif de leurs propres esclaves.

Ce blocus a été renforcé, en 1825, lorsque le roi Charles X, ayant recours à la diplomatie de la canonnière, avait imposé à Haïti une dette de 150 millions de francs, réduite à 90 millions, en guise de réparations aux colons n'ayant plus d'esclaves à exploiter. Aujourd'hui, cette somme est évaluée à USD 21 milliards $. Mais dans une série d'articles publiée dans le quotidien *The New York Times*, du 20 au 22 mai 2022, il est signalé qu'avec les intérêts accumulés sur plus d'un siècle, ce hold-up international s'élève à près de USD 115 milliards. Les États-Unis avaient soutenu la France dans ce braquage, dont le dernier centime a été versé en 1947, au précurseur de la Citibank, agent qui avait assuré le recouvrement pour la France suite à l'envahissement d'Haïti par les Marines américains, en juillet 1915, et y sont restés pendant 19 ans.

Il faut aussi mentionner qu'en décembre 1914, le président Wilson, à la suggestion de la Citibank de New York, avait dépêché des Marines américains en Haïti, qui entrèrent de force à la Banque nationale d'Haïti, afin de s'emparer des réserves d'or du pays s'élevant alors à USD 500 000 $. Selon les informations disponibles, cette somme a servi de fonds de démarrage à la Bourse de New York.

De toute évidence, l'économie d'Haïti, sous embargo et hypothéquée depuis plus d'un siècle, ne pouvait pas soutenir une population croissante. Ajouté à tout cela, les États-Unis ont refusé de reconnaître la nouvelle nation jusqu'à ce que le président Abraham Lincoln le fasse, plus d'un demi-siècle après, soit en 1862.

Lorsque les Américains ont occupé Haïti, de 1915 à 1934, et la République dominicaine, de 1916 à 1924, des travailleurs haïtiens ont été transportés par camion dans le pays voisin, devenu la capitale mondiale du sucre. Ces derniers ont également été amenés à Cuba, alors proche allié des États-Unis, pour faire fructifier l'industrie sucrière de ce pays. Aujourd'hui, la République dominicaine jouit d'une économie florissante, Haïti étant son deuxième partenaire économique, après les États-Unis. Les exportations du pays voisin, vers le nôtre, de produits agricoles et manufacturés se chiffrent à environ USD 2 milliards $ l'an, tandis que les exportations d'Haïti vers son voisin s'élèvent à USD 100 millions $. De son côté, Cuba, protégée par le bloc communiste, depuis la révolution de Castro, en 1959, exporte maintenant des « *missionnaires médicaux* » dans divers pays d'Afrique et d'ailleurs, même en Haïti. Ceux-ci se sont même rendus en Italie, lorsque ce pays européen a été l'un des premiers sur ce continent à être touché par la pandémie de la COVID-19.

Je soutiens qu'un plan Marshall pour Haïti est le seul moyen de faire face à la crise dans laquelle se débat présentement le pays. Le financement d'un tel projet peut démarrer avec une mise en commun de tous les fonds, qu'il reste à comptabiliser, dûs à Haïti, dont une partie se trouve en résidence dans des banques offshore. Assurément, les agents américains préposés à la surveillance des activités financières savent où se trouve une partie du butin. Ces fonds, en sus de nombreux autres milliards de dette envers Haïti de la part de la communauté internationale devraient suffire comme capital de démarrage d'un projet similaire au plan Marshall. De toute évidence, un capital créé par les pays qui se disent » *amis d'Haïti* » devrait être géré, en accord avec des dirigeants haïtiens honnêtes et patriotes, faisant partie d'un gouvernement haïtien intérimaire, caractérisé par la transparence, immunisé contre la corruption et tout à fait étranger à l'impunité.

Ce n'est qu'alors seulement qu'Haïti deviendra le joyau qu'elle aurait dû être dès le jour de son indépendance. Dans de telles conditions, ses citoyens resteront chez eux, dans un pays où règnent le droit et l'ordre, qui sera débarrassé des gangs, et dont les bras seront ouverts pour accueillir ses filles et fils dispersés dans le monde entier.

**Monsieur Joseph, ancien journaliste financier au Wall Street Journal (1970-1984), et co-fondateur de l'hebdomadaire Haïti-Observateur à New York (1971 à nos jours), ambassadeur d'Haïti aux États-Unis (2005-2010), s'est fait le défenseur du dossier Haïti au niveau international, après le tremblement de terre de 2010.*

Journal 24- 31 aout 2022.qxp_HO 8/24/22 4:24 AM Page 14

LE COIN DU POÈTE
AVERTISSEMENT

La Réincarnation n'a pas de race, ni de nationalité.

Adombré : Isaïe/ Élysée

Ibouré : Bandits d'aujourd'hui. Ibourés par les Cacos d'autrefois.

Saint-Fort de Pradines, ministre de Pétion, hait l'Empereur Dessalines, mais aime le Carnaval.

Michel Martelly, Ibouré par Saint-Fort de Pradines. Michel Vieux / Laurent Lamothe,

Ertha P. TROUILLOT, descendante de Boisrond CANAL

Mariée à Jean-Jacques Dessalines TROUILLOT

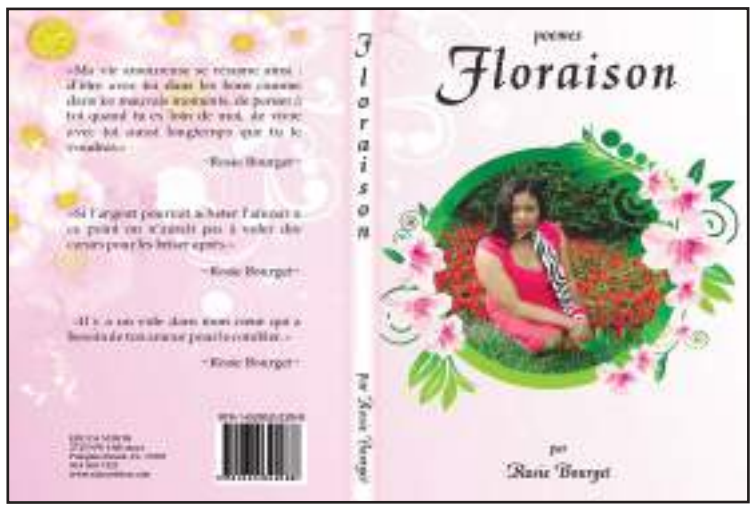
~~Sous son nom de jeune fil~~le, à savoir Marie-Claire Heureuse Ertha PASCAL

LISTE PARTIELLE DES « ANALOGIES » EN HAITI

Par Saint-John Kauss

1-Boisrond CANAL / Ertha Pascal TROUILLOT
2-Henry CHRISTOPHE / Henry NAMPHY
3-François LÉGITIME / Prosper AVRIL
4-Jean-Baptiste YAYOU / Jean-Bertrand ARISTIDE
5-Jean-Jacques DESSALINES, mort assassiné /
6- Cincinnatus LECONTE / Jovenel MOISE
7-Daniel FIGNOLÉ / Jean-Bertrand ARISTIDE
8-Nicolas GEFFRARD / Fabre Nicolas GEFFRARD
9-Cacique HENRY / Ariel HENRY
10-Christophe HENRY / Ariel HENRY
11-Toussaint LOUVERTURE, revirement diplomatique /
12- René PRÉVAL / Jovenel MOISE
13-Saint-Surin MANIGAT / Leslie MANIGAT
14-Yacinthe MOISE-LOUVERTURE / Jovenel MOISE
15-Saint-Fort de PRADINES (ministre d'Alexandre PÉTION) /
16- Laurent LAMOTHE (Adombré, descendant de PRADINES)
17- PRADINES / Gérard LATORTUE
18-PRADINES (Ibouré par) / Joseph Michel MARTELLY
19-Michel VIEUX / Laurent LAMOTHE
20-Jean PAUL / Evans PAUL
21-Jean-Henry POLYNICE / Jean-Henry CÉANT
22-Oreste ZAMOR / Jacques LAFONTANT
23-PRADEL / Jean-Michel LAPIN
24-Faustin SOULOUQUE /……
25-Lysius Félicité SALOMON /…….
26-Yacinthe MOISE-LOUVERTURE / Jovenel MOISE
27-Adelina L. SOULOUQUE/ Martine Étienne MOISE
28-Toussaint LOUVERTURE / Nelson MANDELA
29-Claire HEUREUSE / Simone OVIDE
30-Jean-Baptiste YAYOU, opposant à Pétion /
31-Jean-Bertrand ARISTIDE, à Duvalier
32-Jean-Jacques DESSALINES / Faustin SOULOUQUE / François DUVALIER
33-Jean-Claude DUVALIER / …….
34- ISIS / Denise BAZILE (Défilé)
35-Jésus CHRIST / Jean-Baptiste VIXAMAR
36-Thomas MADIOU / Roger GAILLARD
37- Masillon COICOU / Richard BRISSON
38- Carl BROUARD / Dominique BATRAVILLE
39- Toussaint LOUVERTURE / Dany LAFERRIÈRE
40- Arthur HOLLY / Marc-Arthur DROUILLARD.

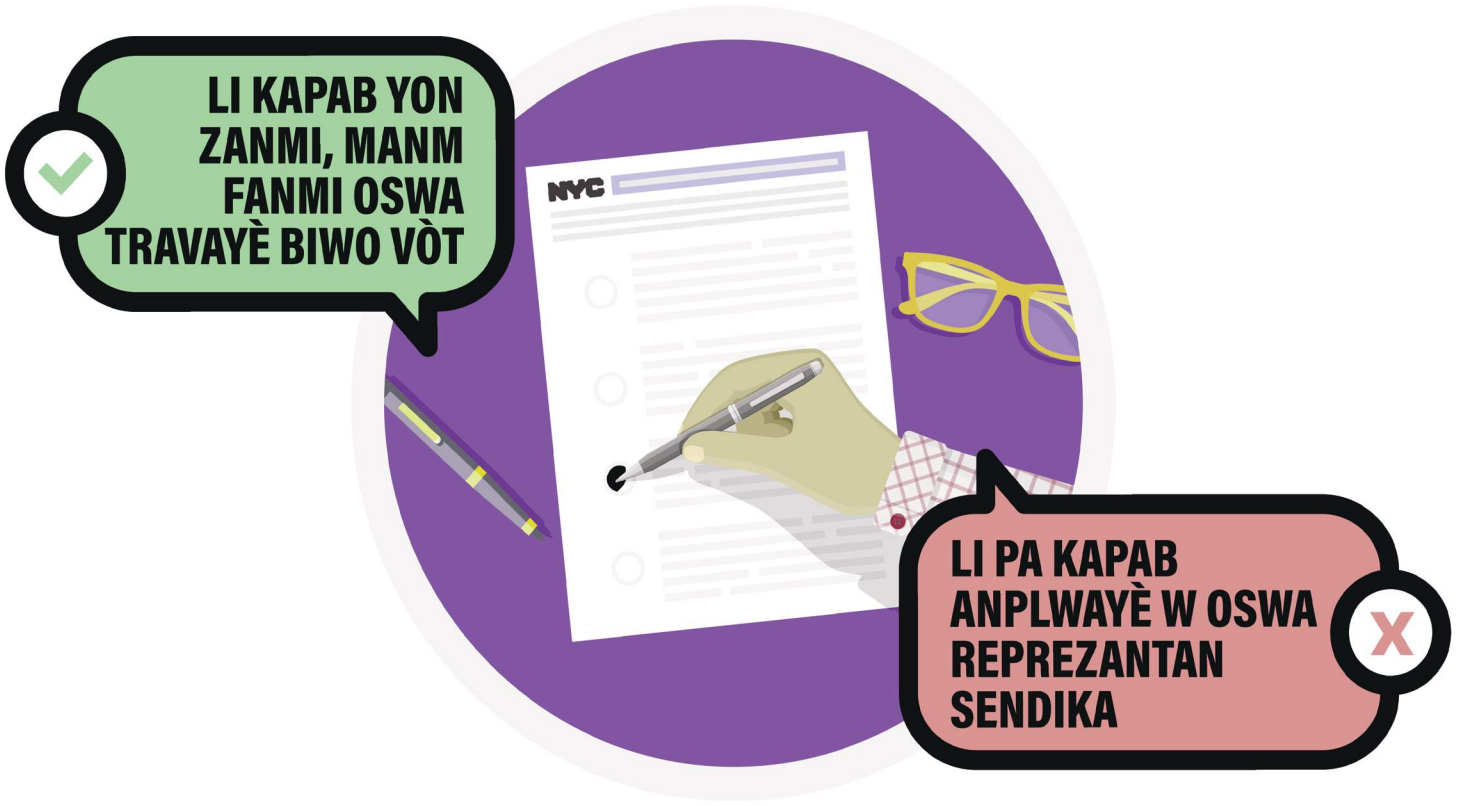
DE BROSSE & STUDLEY, LLP
Richard A. De Brosse
Attorney at Law
ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432
Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187
rdebrosse@QueensLegalPlaza.com



Journal 24- 31 aout 2022.qxp_HO 8/24/22 4:24 AM Page 15

OU GEN DWA POU VOTE NAN LANG OU

Ou ka mennen yon entèprèt nan izolwa vòt la.



ELEKSYON PRIMÈ MWA JEN

DIMANCH	LENDI	MADI	MÈKREDI	JEDI	VANDREDI	SAMDI
12	13	14	15	16	17	18 VÒT BONÈ KÒMANSE
19	20	21	22	23	24	25
26 VÒT BONÈ FINI	27	28 JOU ELEKSYON	29	30		2

Komisyon Angajman Sivik la pral gen entèprèt nan lang yo chwazi yo ak biwo vòt yo

VIZITE participate.nyc.gov to learn more.

NYC Civic Engagement Commission

Journal 24- 31 aout 2022.qxp_HO 8/24/22 4:24 AM Page 16

Sports

VICTIME DES DÉBOIRES DU FOOTBALL HAÏTIEN
Le Stade Sylvio Cator en état de délabrement

Par Jacques Brave

Jamais depuis son inauguration, il y a 70 ans, le Stade Sylvio Cator n'avait été dans un tel état de saleté, de malpropreté et de délabrement. Si l'ancien président de la République d'Haïti, le général Paul Eugène Magloire, revenait effectuer une visite à la Rue Oswald Durand, il n'aurait pas assez de larmes pour manifester sa colère devant ce tableau hideux que constitue, aujourd'hui, la plus importante installation sportive d'Haïti, l'unique encore de standard international. Fatras et déchets partout, murs sales et carcasses de véhicules, ici et là, et surtout une odeur nauséabonde qui frappe au visage lorsqu'on s'approche aux alentours et qu'on s'aventure à l'intérieur.

Dès le début de la soirée, des centaines de véhicules de tout type, tap-tap, minibus, gros autobus, camions géants, remorques se pressent pour s'y garer jusqu'au lendemain, parce que les alentours de l'enceinte constituent le seul espace fermé à disposition où des dizaines de véhicules publics sont stationnés pour la soirée. Les habitués de la zone disent qu'en réalité il s'agit d'un business fructueux personnel du secrétaire général de la Fédération haïtienne de football (FHF) qui y a placé un administrateur transformant en une entreprise très rentable l'hospitalité offerte aux véhicules d'anciens joueurs internationaux habitant dans la zone depuis des lustres.

Cette enceinte, le stade Sylvio Cator, malgré la propagande des autorités récentes du pays, sur la construction de 25 stades, à travers le pays, durant la dernière décennie, reste, de nos jours encore, la seule installation sportive à être homologuée pour recevoir des matches internationaux officiels. C'est vrai qu'après 70 ans d'existence il est totalement dépassé, en terme de capacité d'accueil très atteignant, à peine 15 000 places assises, donc nettement trop faible, puisque construit pour une capitale de 250 000 habitants, à l'époque, quand Port-au-Prince a, de nos jours, une population estimée à 5 à 6 millions de personnes.

Le Stade Sylvio Cator converti en dépotoirs et remise de véhicules, à la suite de son abandon par les autorités de la FHF. .

Inauguré en juillet 1952

C'est en 1952 que le Comité de la Fédération haïtienne de football (FHF) d'alors, composé de personnalités très connues dans le pays, arracha du président de la République, le général Paul Magloire, ce projet de construction du Stade. À l'époque, celui-ci revenant d'une visite triomphale en Argentine, à son homologue, militaire comme lui, le général Juan Domingo Perón, approcha la FHF, que dirigeaient lors William Mac Intosh, le colonel Jhon Beauvoir, Joseph Volcy., etc. pour que la FHF envoie une sélection de football rehausser les Jeux Panaméricains que l'Argentine allait organiser. Les dirigeants de la FHF eurent l'inspiration de souligner au général président qu'un voyage dans ce lointain pays d'Amérique du Sud allait coûter une fortune au pays, qui ne disposait, à l'époque, d'un stade digne de ce nom et qu'ainsi il vaudrait mieux investir l'argent de ce voyage, au bout du continent, dans la construction d'un stade dans notre pays, qui ambitionnait d'inscrire l'Équipe nationale dans les éliminatoires de la Coupe du monde de football Suisse-FIFA 1954, date qui marquerait d'ailleurs le 150e anniversaire de l' Indépendance de notre pays.

Prêt de la Banque nationale

Le président se laissa séduire par le projet et l'appuya à fonds en demandant à la Banque nationale de la République d'Haïti (BNRH), donc la Banque de la République d'Haïti, de souscrire un prêt hypothécaire à la FHF. Le Comité de la FHF, séduit par la proposition, se lança dans le projet et souscrivît le prêt hypothécaire avec la banque d'environ USD 1 200 000 gourdes avalisé par le chef de l'État, prêt remboursable par prélèvement sur les recettes de match. Le président de la FHFA, à l'époque également président du Corps des arbitres, obtint également que la plupart des ouvriers du chantier soient des prisonniers condamnes aux travaux forcés. Ce qui diminua les coûts de construction et garantit également qu'il n'y eut pas de vols ou pertes de matériaux sur le chantier.

En tout cas, les coûts ont été considérablement diminués; les travaux durèrent environ deux années et un beau stadium remplaçant la vielle enceinte, avec une seule tribune en bois, construite en 1933, grâce aux démarches du sénateur Seymour Pradel, pour qu'Haïti puisse s'inscrire à la Coupe du monde d'Italie, en 1934 (cette enceinte remplaçant elle-même le vieux Parc Leconte, construite en 1912, par le président Cincinnatus Leconte, à l'occasion du premier match international joué en Haïti, entre un Onze national et l'équipe de

Installations prestigieuses, il y a à peine trois ans, Camp Nous converti en enrepot d'immondices ewt d'objets hétéroclites.

Suite en page 12

CFU CHALLENGE SÉRIES U14
Les petits Grenadiers ont remporté le titre

Par Ricot Saintil

Même sans une préparation adéquate, la sélection haïtienne masculine U14, a survolé la CFU Challenge Séries 2022, en République dominicaine. Elle a remporté tous ses matchs, dont la finale, face à l'équipe portoricaine (2-0), contre laquelle elle avait déjà raflé l'édition précédente. Une sacrée performance pour des jeunes, détectés à moins de deux semaines de la compétition. En dépit des malheurs, qui s'abattent sur le football haïtien, notamment avec le démantèlement de l'Académie Camp Nous, les petits Grenadiers U14, avec ce sacre, montrent clairement qu'il y a encore de l'espoir pour toutes nos sélections de jeunes, qui peuvent redevenir compétitives, si les dirigeants de la Fédération haïtienne de football (FHF) décident de changer leur fusil d'épaule en remettant en marche le temple du football haïtien, Camp Nous.

Cinq victoires en autant de match, c'est le bilan convaincant de la sélection masculine U14, championne pour la deuxième fois consécutive dans la CFU Challenge Séries 2022. Une première victoire (5-0) contre St Kits & Nevis, une double victoire contre Aruba (aller 4-0, retour 7-0) et une autre (retour 6-0) contre St Kits & Nevis, et le graal en finale contre Porto-Rico (2-0), telles sont les victimes des Haïtiens dans la compétition. L'attaque de l'équipe haïtienne était prolifique, vingt-quatre (24) buts marqués, zéro (0) encaissé, la défense était une véritable forteresse.

Cette performance dans la CFU Challenge Séries U14 doit être considérée à sa juste valeur. En temps normal, on aurait adressé uniquement des mots de félicitations aux jeunes Grenadiers, sans les encenser ou les mettre sur un piédestal, parce qu'ils auraient tout simplement fait respecter leur rang. Le football des jeunes a atteint les sommets dans la Concacaf, au point de devenir une référence dans la zone, ces dernières années. Donc, jouer et gagner contre des équipes de seconde zone était une simple formalité pour nos jeunes. Les équipes contre lesquelles viennent de gagner les petits Grenadiers sont, à l'exception de l'équipe de Porto-Rico, qui s'est améliorée au cours de ces années, ne sont pas logées à la même enseigne que la nôtre. Donc, en temps normal, il n'y aurait rien à savourer par rapport à la performance des Grenadiers. Cependant, la situation actuelle du football haïtien et les conditions désastreuses dans lesquelles travaillent nos équipes nationales, nous obligent à parler d'exploit. Et dans le cas des petits Grenadiers U14, c'est un exploit majuscule qu'ils viennent de réaliser. Parce que, tout simplement, c'est une équipe constituée à la dernière minute, dont les membres n'avaient pas l'habitude de jouer ensemble, n'ont pas eu les heures d'entraînements recommandées, donc ils n'étaient tout simplement pas prêts pour une telle compétition, ils ne devraient même pas y participer. Fort de

Suite en page 12